

LA GUEULE OUVERTE

Suisse 2,50FS / Belgique 42FB

La folie des partis p3457

USA: Moratoire p11

Changement d'adresse p22

N° 288 / 21 Nov. 1979 France 6 FF /

LES SERVICES SECRETS LANCENT L'HÉROÏNE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN



LA GUEULE OUVERTE

SARL Editions Patatras au capital de
2 100 F.

Administration : Bourg de Saint Laurent
en Brionnais, 71 800 La Clayette.
Tél. : (85) 28 17 21.
Télex : ECOPOLE 801 630 F.

Abonnements. Un an : 200 à 300F. Six
mois : 100 à 150F. Trois mois : 50 à 70F.

Bulletin d'abonnement P. 21.

LUNDI 26 NOVEMBRE A
20 heures, un meeting contre les
tribunaux militaires se déroulera à la
salle C de la Mutualité avec la
participation de Marco Pannella,
Huguette Bouchardeau, Pierre Bé-
régovoy et Michel Crépeau.

Mardi 27 à 13 heures, au TPFA
de Paris (caserne de Reuilly, métro
Reuilly Diderot) procès de Jean
Fabre, insoumis, président du Parti-
to Radicale. Un spectacle à ne pas
manquer.



fantasme malsain



ablation d'un fantasme

RISQUE D'ORAGES...

«Je ne me souviens pas d'un jour où nos prophéties n'aient pas été dépassées par la réalité».

A preuve, la même semaine, les écologistes et les féministes, plus ordinairement «femmes du Mouvement de Libération des Femmes», se trouvent confrontés à la volonté délibérée de quelques-uns et quelques-unes d'entre eux de les écarter - encaserner - enfermer dans des partis.

Chez les premiers, des bulletins d'adhésions individuelles ont été imprimés (selon des sources bien informées, afin de regrouper les écologistes encore égarés dans la nébuleuse). Comme si désormais, pour être reconnu - certifié - écologiste, il fallait cotiser, ou adhérer (cf p. 3 à 5.).

Chez les secondes, on découvre stupéfaites que pour être féministes admises dans le «Mouvement de Libération des Femmes», il faut en passer par l'approbation des propriétaires de la marque, puisque le sigle MLF est désormais association déclarée et déposée ! Avec présidente, trésorière, et tout le tintoin ! (cf p. 7).

Rayés, balayés, détournés, appropriés par quelques-uns, ces dix ans (parfois plus) que la nébuleuse se cherche, tourne en rond, foment des orages, prévoit l'apocalypse en inventant l'alternative d'un monde meilleur ! Ces dix ans de rugissements, d'essoufflements, d'enterrements aux

pompes des médias, de résurrection à 50 000 dans les rues, d'errements et de rêve... Tout ça, c'est fini, ça ne nous appartient plus : maintenant, on en fait don au parti.

A-t-on vraiment le temps de s'offrir le luxe de ces conflits qui devraient n'être qu'internes, et encore, devraient-ils exister ? Quelle cohérence, quelle efficacité offre-t-on à nos vrais ennemis ?

Ce n'est pas en reproduisant leurs erreurs, en fondant des partis - issues de secours ou matrice structurée des luttes - ni en en laissant quelques-unes s'approprier le passé, le présent et l'avenir de toutes, qu'on fera le poids.

Mieux vaudrait associer nos diversités et partant celles de nos luttes pour faire la Vie aujourd'hui et éventuellement l'Histoire demain.

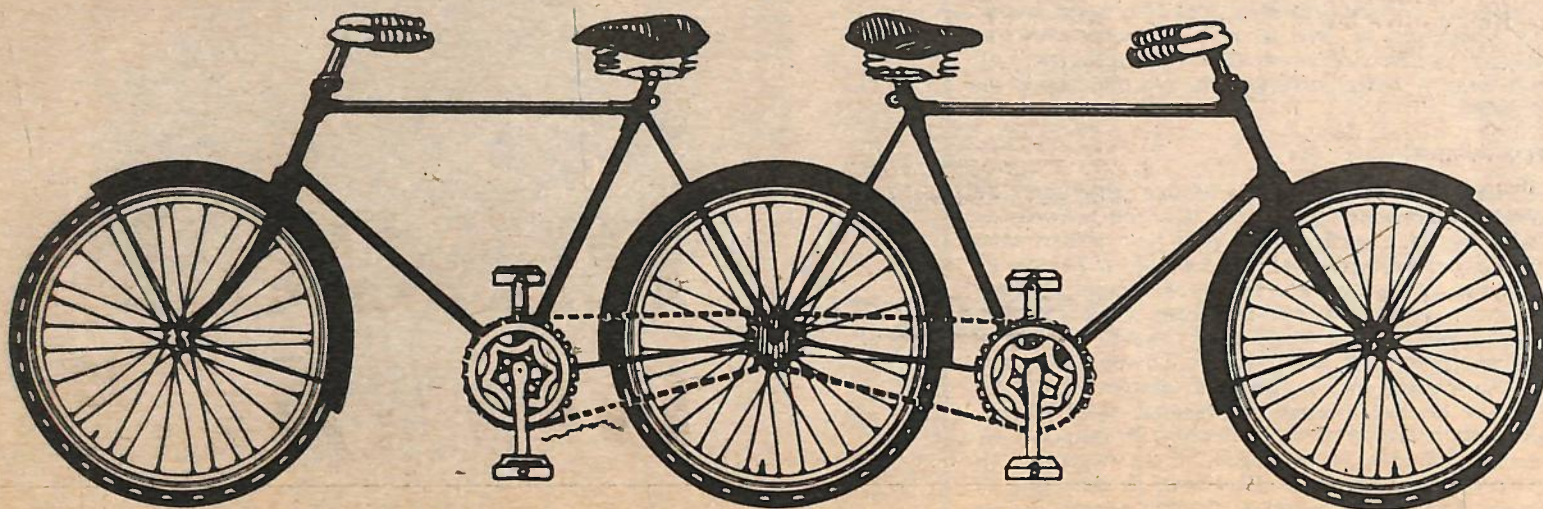
Sophie Chauveau

P.S.: Désormais c'est officiel : en Europe, drogues douces et drogues dures, c'est du pareil au même. Même si avec un joint, on a plutôt envie de décrocher, alors qu'à l'héroïne, on s'accroche. Et on peut se demander si les Services Secrets, qui contrôlent une grosse partie du trafic de drogues dures, n'ont pas joué un rôle important dans cette décision des Européens à Stockholm. Après tout, les affaires sont les affaires...

Avant la rencontre de Dijon

L'ILLUSION DU PARTI

LA RENCONTRE DE DIJON AVAIT D'ABORD été présentée comme une réunion entre diverses associations désireuses d'accorder leurs violons, notamment dans le domaine « politique ». Depuis, nous avons vu appeler à un congrès, et même à des « assises ». Aux dernières nouvelles, le Mouvement Ecologique propose la création d'un véritable parti. A mon avis, c'est largement prématuré. Les écologistes sont loin d'avoir déblayé les questions relatives à « la politique ».



Tandem divergent - Modèle pour couple en instance de divorce

Que le mouvement écologiste soit porteur d'un « projet de société » original (et unique), c'est bien évident. Qu'il attire l'attention sur des « problèmes » sociaux jusqu'à présent ignorés, et qu'il soit vraisemblablement le seul à pouvoir les résoudre (avec d'autres et selon des modalités à définir), cela me semble établi. Il faut donc qu'il se donne les moyens d'en parler, d'agir et de faire triompher son point de vue. S'il s'agit de cette « politique »-là, tout va bien.

Puisque notre société a une conception du débat social si étiquée qu'elle le réserve à une « scène » étroitement définie par quelques institutions pyramidales, des médias concentrés, des acteurs vieillissants et des élites périodiques, il est normal que le mouvement écologiste pousse une pointe sur ces lieux.

La majorité des écologistes semble d'accord : c'est à la société civile, aux mouvements sociaux, qu'il revient de changer la société, et le mouvement écologiste se donne habituellement les moyens d'intervenir, soit par l'expression, « sur le terrain ».

Mais la même majorité reconnaît que le mouvement doit être présent, d'une manière ou d'une autre, sur la scène politique, pour communiquer avec la population, mener le débat de société, représenter la lutte sur le terrain et aussi établir un rapport de force, obtenir des résultats concrets.

Jusque là, pas de vrai problème. Le même mouvement peut, en principe, tout faire. Donc la même organisation. Bien entendu, des divergences d'appréciation ont pu exister, des problèmes de leadership ou de porte-parole ont pu apparaître. Mais, fondamentalement, rien d'irréparable. Les Amis de la Terre, par exemple, ont raison de privilégier l'aspect social de la lutte écologiste. Mais Europe-Ecologie a eu raison d'insister sur l'expression publique du mouvement et de la préserver.

Les ennuis commencent lorsque le mot « politique » s'applique à l'Etat, et non

seulement à la stratégie d'un mouvement et à son projet social. Précisément, lorsque le mouvement écologiste aura des élus, il se posera la question suivante :

- ou bien il ne contrôlera pas l'action de ses élus ; et l'expérience conduit à estimer que le pouvoir des élus échappe facilement à la société civile ;

- ou bien il les contrôlera en les assujettissant au mouvement lui-même dans une organisation appropriée, qu'on appelle « parti ». A cet égard, que l'on commence le processus par « en bas » (le mouvement social) ou par « en haut » (les futurs élus), le résultat est strictement le même. Evitons par conséquent les débats académiques.

En somme, dans les deux cas, on risque d'aboutir à l'inverse de ce qui est souhaité. Cette impasse a favorisé l'attitude suivante : ou se condamner à l'impuissance, ou faire le contraire de ce que l'on dit. Depuis quelques années le mouvement écologiste cherche à échapper à ce dilemme. C'est pourquoi il serait dommage de trancher prématurément dans l'une ou l'autre direction. Créer aujourd'hui un « parti », avec tout ce que ce mot évoque (appareil pour contrôler l'Etat), c'est se préparer à faire le contraire de ce qu'on dit (pas d'appareil, pas d'Etat). A l'inverse, refuser la présence électorale et l'intervention permanente sur la scène politique, c'est se condamner à l'impuissance.

Pour sortir de ce dilemme, je propose que les associations se mettent d'accord pour :

1. Intervenir plus efficacement dans la société civile, dans les médias et sur la « scène politique », au nom de notre projet. Bien entendu, il n'est pas possible d'éviter le débat stratégique : les écologistes, c'est qui ? L'enjeu, c'est quoi ? L'adversaire, c'est qui ? etc. (première définition de la « politique », c'est-à-dire le contenu de l'action sociale : « voici comment on veut vivre »).

2. Dissocier la question de l'Etat, des institutions et des élus (deuxième définition de la « politique » : les règles du jeu).

Cette séparation est cruciale. Nous devons rompre avec la tradition selon laquelle tout mouvement représente l'intérêt de l'humanité et son accession au pouvoir entraîne, ipso facto, le salut commun. C'est avec ce genre d'illusion qu'on a l'Etat bourgeois, prolétarien ou technocratique.

En ce sens, le mouvement écologiste est porteur de deux projets simultanés : à terme, un projet de société pacifique, solaire, communautaire, où l'on travaille peu et où les relations l'emportent sur la consommation et les équipements, etc. Un projet immédiat de démocratie (d'organisation des institutions) où l'Etat est minimal et les possibilités d'initiatives telles que le projet social puisse être communiqué, proposé et accepté (ou rejeté) par la population. Les candidats écologistes doivent défendre les deux projets. Mais dès lors qu'ils sont élus, ils s'en tiennent uniquement au second, dans l'exercice de leur fonction étatique.

Les élus écologistes - et plus tard l'Etat d'une société écologiste - s'en tiennent aux libertés, à l'information, à la comptabilité, etc., ainsi qu'au « démontage » des organismes technocratiques.

C'est pourquoi le candidat écologiste, à peine élu, devrait-il immédiatement démissionner du mouvement écologiste. Car on ne peut être à la fois juge et partie. Le candidat n'a pas été élu pour réaliser la société écologiste, mais pour permettre à la société de se changer elle-même, pour permettre au mouvement de poser les questions dont il est porteur à l'ensemble de la population, et pour permettre à celle-ci d'y répondre. Pour pouvoir gagner la partie, il faut certes changer les règles du jeu, mais nous refusons d'assujettir tous les joueurs aux règles d'un seul, fût-il écologiste !

Je sais bien qu'en réalité les choses sont plus complexes et qu'il y aura toujours volonté d'appropriation de l'Etat, confu-

sion entre le niveau général et les intérêts particuliers. Je prétends toutefois qu'il faut tendre dès maintenant vers l'Etat minimal, y compris dans ses formes d'organisations.

Cela signifie que le mouvement écologiste prévoit la création d'une agence de services politiques distincte du mouvement (et des mouvements sociaux). Cette agence, aussi légère que possible, grouperait les élus écologistes et les assisterait dans leur tâche exclusive de défense de la démocratie. Elle mettrait ses moyens (les élus, leurs relations, leurs outils d'intervention et d'information) à la disposition des citoyens et de leurs associations.

Nous sommes donc loin d'un parti. D'un côté le mouvement écologiste change la société et « fait de la politique ». De l'autre, une agence de services regroupe les élus qui garantissent les règles du jeu politique.

Et le contrôle, direz-vous ? Cette agence, ces élus, ne vont-ils pas devenir parti et peu à peu prendre la place du mouvement ? Le risque est réel, mais il le serait encore davantage s'ils étaient organiquement dans le mouvement.

A mon avis, la réponse est à trouver dans de nouvelles institutions : les référendums d'initiative populaire, des formes de démocratie directe (après tout, les nouveaux médias peuvent y contribuer), de contre-pouvoir des usagers et des consommateurs, etc. De même, si le mouvement reste puissant, il marchanderait tout simplement son soutien à ses élus ou présentera de nouveaux candidats contre eux ! Jamais les syndicats n'ont fait cela. Qu'est-ce qu'ils attendent ? Le mouvement écologiste doit inventer la démocratie écologique. Il aurait tout à perdre s'il se contentait de reproduire les modèles périmés des partis actuels, même s'il se dissimulait derrière des mots nouveaux.

Les écologistes iront-ils dans le PRE ?

DE MÊME QUE LA SCIENCE NUCLÉAIRE, RÉCENTE, a besoin de la fiabilité de la science du centralisme, étudiée depuis « tout petit ». De même, le danger des rayonnements s'accommode avec l'élaboration de l'« hypersécurité » dont les partisans viennent d'inventer (grâce à Mesrine !) la bonne morale de la répression préventive. De même, on importe du Japon des doses radioactives et contaminables à retraiter et régénérer ; et l'on exporte Croissant, Piperno, Pace, coupables d'abord de socialo-activité (contamination) et d'inutilité dans les « circuits ordonnés » (traitement juridique). De fait, les rapports Justice-Energie ont quelque chose de troublant !!!

Exemple :

... Malgré les fissures des centrales de Gravelines et du Tricastin, le ministre de l'Industrie-Energie décide d'opérer le chargement des réacteurs sans prendre le temps d'étudier scientifiquement les conséquences à plus ou moins longue échéance, conséquences accidentelles que cela peut entraîner...

Transposition :

... Malgré les bavures des services de police de plus en plus remarquables, le ministre de l'Intérieur-Police décide d'opérer le déchargement des armes sur Mesrine, sans prendre le temps d'étudier juridiquement les abus à plus ou moins longue échéance, abus d'interprétation de la loi, que cela peut entraîner...

De même les écologistes doivent désormais, sous réserve de devenir très vite les tristes clandestins de brigades plus ou moins « vertes », apprendre à connaître et détruire les véritables « sanctuaires » où s'élaborent les théorèmes et autres structures du contrôle absolu du champ social tout entier.

Or, ce n'est pas ce qui se passe !

A force de miniaturiser le temps et l'espace politique, de groupusculariser nos méthodes d'actions et d'organisations, de spécialiser nos attitudes ou d'encourager à tous prix d'inévitables spécialistes. A force, par exemple, chez les Amis de la Terre « de satelliser » les groupes en un réseau de plus en plus compliqué, informel irresponsable... A force d'écologiser « de toutes façons », nous sommes arrivés à une situation tout à fait nouvelle, à un Seuil Critique de la Saturation. Nous avons surproduit, surconsommé le terme Ecologie en soldant par notre silence le sens de nos luttes : les libertés. Face à une situation où la société est sur-informée, sur-réglée, sur-contrôlée, sur-masculinisée, sur-surveillée (droit de grève remis en question, loi sur l'affichage, sur les Immigrés, sur la désignation des magistrats...), sur-multipliée, sur-combinée (expulsions d'habitants de quartiers, de Croissant, Piperno, Pace, fabrication de Dacko, réparation de Mobutu, etc...), notre « Intérieur » se repliant sur l'intérieur, nos organisations « écologiques » n'ont fait que déboucher sur la recherche d'organisations organisatrices... et ainsi de suite....

Attention à ne pas offrir à l'Etat (comme c'est le cas pour la lutte anti-nucléaire !) la possibilité de canaliser toute révolte populaire et par là même de restructurer un système politique et économique, quelque peu défaillant.

Ni brigades vertes, ni Sociale-Démocratie, nous ne pourrions être non plus le refuge de militants en mal de Marxologie ou d'Intelligentsia Ordre-Ecologie !

Non à une politique écologique à la ligne dure, « pure », catastrophique, triste, veule, bafouillante et surtout sectaire...

Alors donc, sachons accueillir, accepter, échanger, ajouter d'autres diversités et aspirations, créer un espace sans inscrire une quelconque hiérarchie sur des différences qui pour la première fois pourraient exister en commun.

Alors donc et c'est un appel à celles et à ceux qui aujourd'hui ont encore le courage d'avoir peur, d'inventer et de pratiquer avec nous d'un côté la subversion à « domicile » et de l'autre le Parti Radical Ecologique (PRE), filiale s'il en est du Partito Radicale... Internationaliste....

Emmanuel Demur, Loïc Le Guédénal, Pierre Bellanger



Jouer à cache-cache ?

LES ÉCOLOGISTES semblent unanimes pour entrer dans le champ politique. Comment, en effet, continuer à dénoncer des modes de vie, des systèmes de production, d'exploitation du milieu et des hommes, sans proposer des éléments d'alternative ? Une société écologique, d'accord ; mais comment la construire, sur quelles bases ? vaste débat ouvert entre nous et



aussi avec d'autres mouvements, d'autres réflexions, qui ont en commun de refuser une évolution proposée comme une fatalité par le pouvoir et ses challengers. Et la politique, ça ne s'improvise pas : il faut savoir manier cet outil.

Les Amis de la Terre ont pris conscience de ces besoins. Ils se sont engagés lors de la dernière réunion du réseau, à la Toussaint, à mettre noir sur blanc l'état de leurs réflexions après dix années de fonctionnement. Leurs tâtonnements les ont amenés progressivement à s'organiser pour assurer une représentation à peu près équitable des adhérents, et à se doter d'un organe d'expression : l'intervention en continu des écologistes dans la vie politique est ainsi devenue possible. Sans nier les difficultés de réalisation et les

imperfections du réseau, les Amis de la Terre peuvent assurer actions locales, réflexions communes et expression politique. Ils entretiennent par ailleurs des relations avec d'autres mouvements sociaux.

Les Amis de la Terre ne prétendent pas être tous les écologistes. D'autres sensibilités, d'autres approches, d'autres méthodes s'expriment par d'autres mouvements, et cette diversité est source d'une richesse, qu'il convient de maîtriser. Toute proposition pour faciliter les échanges entre mouvements écologiques, pour inciter chacun d'entre eux à un effort de cohérence dans ses réflexions, pour tenter de donner une image politique plus solide et plus homogène, ne peut que renforcer les orientations prises par le R.A.T.

Mais à condition d'éviter quatre écueils :

- ne pas faire double emploi avec les structures existantes, qu'elles s'adonnent à des actions locales et/ou qu'elles entretiennent des réflexions ;
- ne pas constituer un parti politique traditionnel, hiérarchisé, pyramidal, etc ;
- ne pas réunir ce qui est trop dissemblable ;
- dans nos réflexions comme dans nos articles, ne pas nier l'existence d'autres gens que les écologistes au sens strict, et ne pas apporter de frein aux échanges avec eux.

Dominique Bidou
agence d'expression des
Amis de la Terre

Le marigot.

Les 900 000 voix, ça tente beaucoup de monde. Même si les purs se préoccupent effectivement de structurer davantage un courant d'écologie véritable.

Dijon approche ; les pétards se multiplient. Solange convoque la réunion prévue d'Europe-Ecologie, avec l'espoir d'éviter la dissolution ; Mortreux, dans le même but, propose aux AT et au ME une coordination nationale commune avec Europe-Ecologie : une hydre à trois têtes. Autre cadeau : toute la région parisienne a reçu une invitation de M. Perrin (à moins que ce ne soit du camarade convivial Burgunder) à même date et même lieu pour... « les Assises de l'Écologie » : le glissement entraîne la décision « d'y aller » chez de nombreux militants qui se trouveront ainsi pris au piège de l'ordre du jour d'Europe-Ecologie. Enfin, comme par hasard, le projet en gestation depuis deux ans au ME voit le jour : M.P. Labey, F. Defaus et Michel Politzer proposent la création d'un parti qui s'appellera « Mouvement (Écologiste) » à base d'adhésions individuelles.

Bref, l'« écologie » est bête vivace : on y voit dans une tradition bien terrienne, le groupe des singes affronter la troupe des caïmans et les mêmes chercher à abattre la clique des loups, pour la possession d'un marigot merdeux qui a nom «Présidentielles». De quoi aller à Dijon, mais comme on va au zoo : avec des cacahuètes dans la poche.

Les poires au vinaigre.

Pour y voir clair, il faut se souvenir. Lorsque nous avons démissionné le 5 mai d'Europe-Ecologie, nous avons dénoncé le manque du minimum exigible de démocratie qui y régnait : communiqués votés en AG disparaissant dans la poche de Delarue, rétention systématique d'information, contacts incontrôlables des « chefs » avec des formations politiques, décisions importantes arrêtées confidentiellement puis imposées par la manipulation à

des « AG » de gogos toujours renouvelés qu'on mettait devant le fait accompli.

Nous avons également, ô scandale, émis des doutes précis sur l'indépendance politique de M. Delarue et Mme Schnetter et sur leur compétence à choisir une tactique d'ouvertures sociales menant l'écologie au succès dans le débat européen.

ce soit, mais veut faciliter une synthèse créative et fraternelle de la véritable écologie, en écartant les « usagers » du mot.

Du côté d'Europe-Ecologie, les choses ont tourné au vinaigre, notamment du point de vue financier. Cette organisation censitaire dénonça le règne de l'argent au dehors pour l'installer au dedans. Les militants courent... parce que « on va » : on va en sortir tout de

qui et comment, car il ne faut pas se dissimuler que si cette aube-là peut dissiper quelques monstres, elle pourrait bien aussi enfanter d'autres.

Le risque immédiat, c'est que ce mouvement soit un remake pur et simple d'Europe-Ecologie : qu'on y retrouve au bureau et l'équipe qui a « réussi » l'échec électoral, et ceux que le manque de démocratie ne dérangeaient

velles modalités doivent être trouvées).

Un quatrième risque pourrait résider dans le marais centriste, la prise en main de ce mouvement par des environmentalistes (l'environmentalisme, c'est la défense des privilèges des privilégiés), voire par des petits partis voyant là l'occasion de reverdir leur plumage. La solution résiderait ici en des prises de positions radicales, mais surtout profondément réfléchies et expérimentées. Cela implique un rassemblement des forces et des équipes de travail.

Pour que l'Écologie des meilleurs gagne.

Au RPE, on aimerait bien voir venir, bosser en paix, prendre son temps et... dormir. Mais Delarue a introduit la compétition dans l'écologie : c'est horrible, mais c'est un fait. Tout comme il est un fait, que l'assemblée d'octobre s'est prononcée (à l'exception de Delarue ???) pour la constitution d'un mouvement politique, désignant les dates des 24 et 25 comme Assises de l'Écologie, tandis que José Guillemain à SOS Environnement, tendance Delarue, appelle aussi à un parti. Il est un rythme des faits, qui n'est pas forcément celui que nous souhaitons.

Une fois de plus, se pose ici le problème des deux niches de l'écologie : celle du travail de fond et de la construction démocratique mais lente ; et l'écologie politicienne de ceux qui veulent passer-à-la-télé avant d'avoir quelque chose à dire. Entre les légitimistes, un peu en retard, et les usagers de l'écologie, toujours en avance.

Il faudra bien réfléchir, voire rêver un peu, pour dépasser cette dichotomie et fleurir dans une troisième voie, à la fois pure et réaliste, rigoureuse et pas sur la touche et répondre aux aspirations de 900 000 Français sans les détourner.

...Que ce ne soit pas toujours les meilleurs qui perdent.

**Angela Loyer-Krause,
Alex Seilniger,
Region Parisienne Ecologie.**

L'AUBE ET LES MONSTRES

Après cette rupture, nous avons créé « Région Parisienne Ecologie ». Nous, c'est-à-dire des membres des AT, des membres du ME, de SOS Environnement courant fédéral, de Paris-Ecologie, des CAN et des régionalistes. Plusieurs contacts s'imposaient : si la province était parfois correctement représentée à Europe-Ecologie, Paris et l'Île de France ne l'étaient pas. Ici, dans notre région qui recèle ce cadeau empoisonné qu'est l'accès aux médias, des intrigants auto-désignés quand ce n'étaient pas des imposteurs parachutés par le pouvoir, avaient profité du vide laissé dans l'écopolitique pour occuper la place et parler au nom de l'écologie qui en devenait vert-de-gris. Face à cette situation, nous avons cherché des solutions d'assainissement : en faisant circuler l'information, en aidant aux confrontations positives entre les différentes tendances, dans une instance régionale qui ne se propose de coordonner ni de diriger qui que

même quelque chose, d'Europe-Ecologie, on n'aura pas perdu et son fric, et son temps, et ses efforts pour rien. Ou plutôt pour la promotion d'un ou deux arrivistes. On les comprend.

Par qui, avec qui et comment.

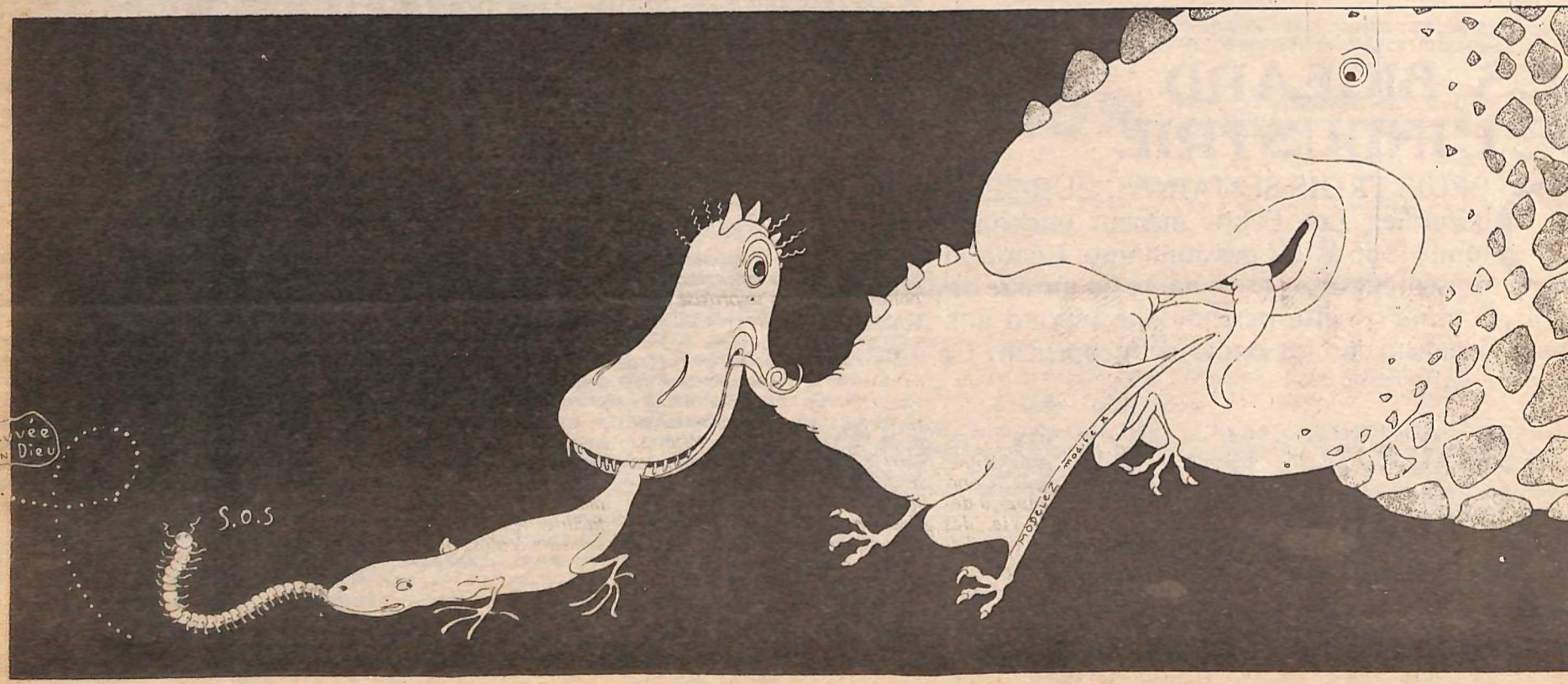
On comprend aussi l'idée qui a probablement présidé à la gestation puis au lancement du Mouvement Ecologiste, sans doute parce que la principale organisation écologique en France, « Les Amis de la Terre » ne se sont jamais, depuis les Municipales, prononcés ouvertement ni sur leur participation aux élections, ni sur un projet de société.

Au RPE nous ne serions pas forcément hostiles à priori, à la constitution éventuelle d'une organisation d'écologie politique. Mais tout dépend par qui, avec

pas, les complices actifs ou passifs. Pas question que les mêmes récupèrent le Mouvement Ecologique, qui a été la seule organisation en France à avoir désavoué Europe-Ecologie.

La deuxième condition, c'est que toutes les tendances écologistes sans exception soient présentes et cela sans rabotage ni passage sur le lit de Procuste. Il est bien clair notamment que les AT ne sauraient en être exclus ni oubliés.

La troisième condition, et elle est rédhitoire, c'est que le mouvement d'écologie politique ne repose pas sur le mariage infernal des ambitieux et des gogos. Pour cela, un seul moyen : que dans une telle organisation, le contrôle soit donné à terme aux groupes sur le terrain (on voit mal, du reste, comment un mouvement véritablement écologiste pourrait vivre sans retourner aux régions et aux groupes locaux, même si l'expérience indique que de nou-



ORDONNANCE



friles en chantant. S'ils ne faisaient que ça, on n'en parlerait jamais parce que, hein, ce n'est pas très original. Mais de temps en temps, ils sortent de leur léthargie et organisent des choses. Par exemple, l'exposition **Le Musée imaginaire de Tintin** (dont je vous ai déjà dit du bien ici-même), jusqu'à la fin-décembre. Vous y retrouverez avec une larme à l'œil de nostalgie adolescente, l'univers réel de Tintin, ce jeune facho. Au Centre, 127-129 rue Saint Martin, 75 004 Paris, tél.: 271 26 16.

Copinage : Monsieur Filipandré, le dessinateur, vient me faire chier tous les jours juste parce qu'il a un copain à Paris qui expose à la galerie Tripels Corroy (83 avenue de la Bourdonnais, 75 007 Paris) jusqu'à la fin du mois. Ce type s'appelle Bruno Théry et essaie de vendre ses croûtes juste à côté de l'Ecole Militaire, pas gêné. Il est gonflé, Filipandré. Faut pas déconner risque pas que j'en cause.

Moule Insart : Les organisateurs du Centre Culturel de la Communauté Française de Belgique se réunissent toutes les semaines pour manger des

Autonomie : Jusqu'au 25 novembre, l'Atelier Cinéma du Dauphiné présentera ses deux nouveaux films à la Maison de la Culture de Grenoble (4 rue Paul Claudel, tél: 76/250545), **A quelle heure tu te lèves demain ?**, sur le travail du peintre Ernest Pignon, et **La li, la li, la li...berté** sur l'image de la Résistance aujourd'hui. Plus quelques autres films, dont **Cher Docteur**, sur l'avortement, **Vues d'ici**, la prise de conscience d'un ouvrier

aliéné et **Kaiseraugst**, l'occupation du chantier d'une centrale nucléaire. Renseignez vous vous-mêmes sur les horaires, paresseux ! J'en profite ici pour saluer le travail important de l'Atelier Cinéma du Dauphiné qui anime depuis deux ans toute la région grenobloise, en faisant circuler des images, instruments essentiels des luttes populaires. Bravo camarades ! Il faut faire les films ailleurs qu'à Paris !

Dodo : C'est déjà dur de bosser, mais quand en plus on fait du temporaire, c'est la galère. Même le ministre du Travail vous l'aurait dit, s'il n'avait pas craqué. Pour améliorer leur situation, les bosseurs lyonnais ont mis leur infortune en commun, et ont créé le Comité des Travailleurs Temporaires. Faites un tour au 67 rue de Vauban, 69006 Lyon pour voir si leur poil dans la main est aussi long que le votre.

PTT : Egayez les mornes tournées de votre facteur ! Faites-

leur tripoter des enveloppes imprimées... en commandant par exemple celle que diffuse le Groupe Non-Violent Louis Lecoin (44 rue de Normandie, 59249 Dunkerque) contre la centrale de Gravelines. C'est 12 balles le cent. Il garantit, en sus, que les enveloppes, elles, ne sont pas fissurées.

Papiers : Deux librairies de SF ouvrent à Paris. C'est l'occasion d'aller faire vos courses. A la librairie Roland Buret (6 passage Verdeau, 75 009 Paris tél.: 770 62 99) et chez Orion (87bis avenue du Dr Netter, 75 012 Paris) qui, en prime, offre un lieu de rencontre aux amateurs, les mardi et samedi après-midi. Profitez de votre visite pour acheter les nouveautés intéressantes : **Le joyau noir, le Dieu fou et L'épopée de l'aurore**, les trois premiers volumes de l'épopée d'héroïc-fantasy de l'immense Michael Moorcock (Ed. Lattès), la réédition d'un classique, **Marionnettes humaines** (Ed. Denoel), du temps où Robert Heinlein léchait les

bolles de la CIA (mais c'est un magnifique suspense), et une autre réédition absolument indispensable (si, si, j'insiste) **Les Monades Urbaines**, de Robert Silverberg (ED J'ai Lu), une analyse lucide d'un détournement de la libération sexuelle.

Bicot : Vous avez jusqu'au 8 décembre pour assister au nouveau spectacle de Djamel Allam, à 20h30, au Théâtre de la Gaîté Montparnasse (26 rue de la Gaîté, 75 014 Paris, tél.: 322 16 18). Il est Algérien, il chante en kabyle, autant de handicaps qu'il a dû supporter pour imposer sa voix et son style. Heureusement pour nous parce que c'est sensuel, lyrique, politique, électrique et émouvant. On trouve les disques de Djamel chez Sibécarr-L'Escargot (dist. CBS) à côté de Michel Buhler et François Béranger. Beau tableau de chasse !

Docteur Bernard Blanc



Petites nouvelles des sociétés

LES BIGEARD DE L'INDUSTRIE

DEPUIS TROIS SEMAINES, EUROPE UN ET LE quotidien Les Echos mènent une opération conjointe tout-à-fait passionnante. Le matin Les Echos présentent une personnalité du monde des affaires ; le soir, à minuit, cette personnalité répond aux questions d'un journaliste sur les ondes d'Europe Un. Ce n'est pas triste !

Le premier à avoir ouvert le feu - ce n'est pas une figure de style - a été Maurice Bidermann, le roi du prêt-à-porter. Voici comment les Echos le présentent : « Il n'est passé ni par HEC, ni par Harvard : ses universités, il les a faites en Israël comme engagé volontaire dans la première guerre israélo-arabe de 1949. Comme formation, on ne fait pas mieux, aime-t-il à rappeler. Comment ne pas le croire... » Et le quotidien rappelle qu'aujourd'hui Maurice Bidermann se lance dans sa « bataille d'Amérique »

Trois jours plus tard, c'était le tour de Bernard Franquelin, administrateur-directeur général de la SIDEM, société spécialisée dans le dessalement de l'eau de mer. La SIDEM marche bien, mais se heurte à la concurrence des Japonais. Heureusement, notent les Echos, « ce baroudeur de 44 ans, qui garde la forme grâce à la bicyclette, ne refuse jamais un combat. Même s'il doit le mener seul. On peut diriger 150 personnes - dont 50 ingénieurs - et savoir garder l'esprit de commando ».

On ne saurait mieux caricaturer les valeurs mâles et guerrières qu'exalte notre société productiviste. L'économie est un champ de bataille, il faut conquérir des positions, vaincre et dominer. Le manager moderne, le jeune cadre dynamique, celui qu'on nous présente en modèle, doit avoir une mentalité de para. Si Bigeard n'avait déjà tant servi, il faudrait le nommer ministre de l'Industrie.

Ironie mise à part, cette contamination du langage économique par le vocabulaire militaire n'est pas un hasard. Le nouvel ordre économique mondial cher à Giscard résonne de bruits de bottes.

L'importance des rivalités économiques n'est pas une nouveauté. On en trouve la trace dans toute l'Histoire. Mais depuis la grande crise de 1929, nul ne peut plus nier la primauté des facteurs internationaux. Aucun pays ne vit plus en autarcie complète. Tous dépendent des produits qu'ils importent ou exportent.

Actuellement, la crise est permanente. Ce n'est pas la « grande dépression », mais, pris entre inflation et chômage, les théoriciens de l'économie sont impuissants à trouver un équilibre stable. Dans le désordre international, une règle de fait s'impose : le chacun pour soi. Sous le couvert de quelques règles du jeu libérales - marché commun, accord général sur les tarifs et les échanges, etc. - et de grands principes généraux - l'aide aux pays en voie de développement, par exemple - la lutte est sanglante.

Et nous sommes tous concernés. Nous ne sommes pas au spectacle ; que nous le voulions ou pas, nous sommes au milieu de la mêlée.

Car pour être plus « performantes », les entreprises ont besoin de l'adhésion de tous, du cadre supérieur à l'OS. C'est pourquoi

on nous parle tant de participation, de consensus social. Le travailleur modèle, c'est celui qui s'identifie à son entreprise, le patron moderne est un capitaine d'équipe.

En France, tout le gratin économique-politique rêve du modèle anglo-saxon : des salariés américains qui participent au sauvetage de Chrysler, des travailleurs anglais qui acceptent un plan de restructuration de British Leyland pourtant sévère (des milliers de licenciements), c'est merveilleux !

Evidemment, cela suppose un accord politique de fond entre les diverses classes sociales, c'est-à-dire en fait une dépolitisation des masses. Activité économique rime avec passivité politique. Nous sommes tous embarqués sur le même navire, n'est-ce pas ?

C'est précisément contre cet embrigadement qu'il faut résister. L'économie est politique, contrairement à ce que nous chantent les sirènes gouvernementales.

A ce propos, sous le titre « Les consommateurs appelés à la rescousse du programme nucléaire », Les Echos du jeudi 8 novembre ont publié un article très éloquent dont voici le morceau de bravoure : « Toute augmentation de l'OPEP se traduisant par un relèvement des coûts de fuel lourd, donc par un accroissement de la note payée par EDF qui en consomme beaucoup, sera répercutée chez les usagers à la proportionnelle. En quelque sorte, une mobilisation générale au nom de l'avenir du programme nucléaire ».

Allez, les p'tits gars, mobilisez-vous derrière les technocrates et les managers sauce Bigeard, un avenir difficile mais radieux vous attend !

LES FILLES DE STALINE

DES FEMMES ET DES HOMMES font de la publicité à Brejnev, et ravallent la facade du socialisme, histoire qu'il ait un visage plus humain pour les Jeux Olympiques de Moscou en 1980.

François Hincker écrivait dans la *Nouvelle critique* : « Des femmes en mouvements n'épargnent personne, ni le Parti Communiste (qui tout compte fait est traité avec le plus d'indulgence), ni le Parti Socialiste... ».

L'article dont cette phrase est extraite a tellement fait plaisir à des femmes en mouvements qu'elles l'ont reproduit *in extenso*, bien qu'il date de mai 1978, dans leur nouvel hebdomadaire (n° 1, 9-16 novembre 1979). Déguisé en revue de presse, l'article a un petit air d'éditorial. Sur deux articles signés dans l'hebdo, une signature masculine déjà (p. 4). Un mois avant - 19 octobre - Roland Leroy fait mettre à la porte une délégation de femmes : deux d'entre elles ont dû recevoir des soins médicaux, une autre aura quinze jours d'arrêt de travail (1) : elles étaient venues demander des explications sur la façon dont l'Humanité avait rendu compte de la marche des femmes. Pas un mot dans des femmes en mouvements hebdo. A votre avis, ce n'est qu'un peu d'indulgence ? De toutes façons ces femmes n'étaient pas des femmes, juste des féministes sur lesquelles dix permanents tapaient.

Jiang Aizhen aimerait peut-être faire des mouvements, mais elle est en prison, condamnée à mort. Au lieu de se suicider comme on le lui conseillait, elle a préféré tuer les trois hommes qui la persécutaient. Cela se passait au Xinjiang (2). Des femmes en mouvements veulent « rester chinoises », p. 22 de l'hebdo.

A Paris, cette année, nous avons eu des expositions : Paris-Moscou, les Trésors du Kremlin, un cirque aussi, celui de Moscou. En octobre à Tbilissi un autre cirque ; les entrées clownesques vous ont-elles vraiment fait rire ? Des femmes en mouvement hebdo consacrent sept pages sur trente deux au Symposium international sur l'Inconscient, en URSS, à Tbilissi. La seconde signature de l'hebdo est aussi masculine que la première : après le Parti Communiste, Serge Leclair.

Hier Tbilissi, aujourd'hui ici (3), non merci.

Les Partis Communistes se disent partis de la classe ouvrière. Des femmes en mouvements les double sur leur gauche ou leur droite au choix : elles sont le mouvement de libération des femmes. Depuis le 18 octobre 1979 (4), trois femmes, permanentes (elles aussi !) de l'hebdo sont respectivement présidente, trésorière et secrétaire de l'association régie par la loi de 1901 qu'elles ont nommée en toute modestie « Mouvement de Libération des Femmes » (M.L.F.). Nous avons désormais des propriétaires, c'est écrit sur les registres du Bureau des associations de la Préfecture de Police. Super ! Je conseille aimablement aux analystes de garer leurs abattis : ils vont se faire déposer sous la dénomination Mouvement Psychanalytique (M.P.).

Certaines femmes m'ont déjà dit qu'entre sœurs il ne fallait pas se déchirer... des sœurs et des frères, j'en ai qui sont au camp de Perm, à la prison Vladimir, dans les taules du K.G.B., mais certainement pas rue des Saints Pères. (Une adresse pareille, ça ne s'invente pas ou alors c'est de la diffamation).

Avec des divans et des fauteuils c'est vrai, les prisons soviétiques seront plus confortables. Voyez-vous, ce mobilier manque là-bas, des psychanalystes se sont donc établis déménageurs. Brejnev est content.

Catherine Ravelli

N.B. Dans ce n° 1 de des femmes en mouvements hebdo les textes sont anonymes exceptés deux entretiens avec des femmes et les deux articles dont j'ai parlé plus haut. Les femmes parlent, les hommes signent, l'ordre règne.

(1) Voir la Lettre Ouverte à Roland Leroy, GO n° 286.

(2) *Le Monde*, 25 octobre 1979.

(3) Titre du débat organisé par le collectif psychanalytique et politique (du MLF), Serge Leclair, *Confrontation*, et des participants du Symposium, le 16 novembre 1979 : «Tbilissi, demain ici, quelles psychanalyses, quels mouvements...»

(4) Journal officiel du 30 octobre 79, p. 8917.



QUI CELA PEUT-IL ÊTRE ?

ON APPREND, d'une source généralement bien informée, qu'une grave escroquerie au nom vient d'être commise à Paris. En effet, le sigle «M.L.F.» aurait été légalement déposé, par un ou des individus non identifiés, l'information devant paraître incessamment au Journal Officiel. Or, il ne s'agit en aucun cas de ses traditionnelles usagères et légitimes dépositaires, puisque toute décision engageant l'ensemble du Mouvement de Libération des Femmes est prise en Assemblée Générale, et qu'il n'a été convoquée aucune Assemblée pour discuter d'une initiative aussi contraire à la pratique habituelle de ce mouvement. Les personnes du Mouvement de Libération des Femmes que nous avons pu interroger jusqu'à présent déclarent d'ailleurs tout ignorer de cette action et n'en être pas à l'origine.

mouvement, tendant à s'appropriier pour lui seul les fruits des luttes de toutes, et à tromper ainsi les personnes peu informées. Plusieurs personnalités pourraient être mêlées à ce détournement, et l'on cite même avec insistance le nom d'un célèbre psychanalyste. Si cette hypothèse devait se vérifier, cette sordide affaire risquerait de provoquer un nouveau scandale dont le régime politique et psychanalytique ne sortirait pas grandi.

Dans les milieux autorisés, on repousse avec indignation une telle éventualité ; quelle que soit, explique-t-on, la gravité des reproches encourus précédemment par tel groupe, on se refuse à envisager qu'un coup aussi bas ait pu être porté au Mouvement par des personnes actives en son sein. Pareille infamie ne peut avoir été faite que dans le but de nuire à l'ensemble des luttes de femmes et à leur pluralité. Plusieurs hypothèses sont envisagées ; l'une d'elles met en cause une entreprise de presse et d'édition qui, lançant ces jours-ci un

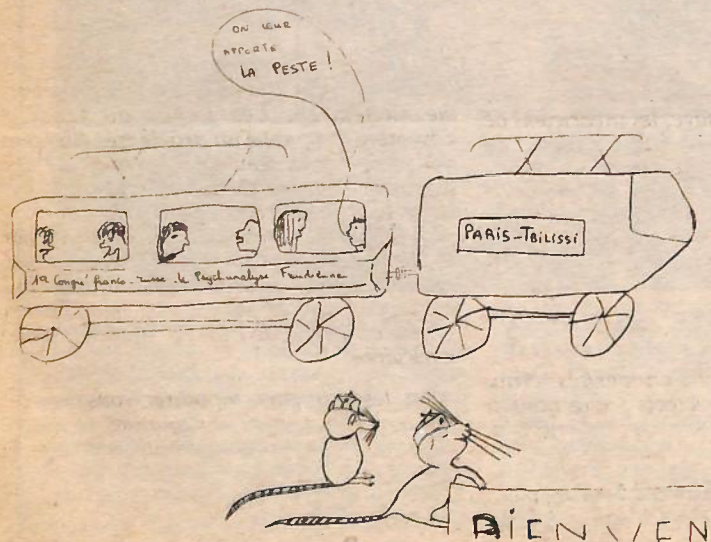
nouveau produit féminin sur le marché, voudrait par ce biais assurer sa promotion au détriment du féminisme.

Suivant une autre interprétation, ces agissements seraient à mettre au compte d'une organisation notoirement anti-féministe, qui aurait pour but de ruiner tous les groupes du Mouvement de Libération des Femmes en leur intentant des procès chaque fois que l'un d'entre eux se réclamera du nom collectif ou simplement y fera référence.

On se perd en conjectures. Nul doute que ces troubles machinations ne tendent à nuire aux luttes des femmes. Nul doute également que l'ensemble des composantes de ce mouvement ne se refuse à se laisser ainsi grossièrement dépouiller sans réagir.

Affaire à suivre.

Marie-Jo Dhavernas



Corne de l'Afrique

Radiographie

A LA SUITE DE LA CAMPAGNE de presse menée depuis juillet contre la pratique de la torture à Djibouti, le gouvernement de cette jeune république et le président Hassan Gouled ont invité la presse française et Amnesty International à venir enquêter sur place en toute liberté.

A notre connaissance, il n'y a à ce jour aucune réponse d'AI à cette invitation et les journalistes qui se sont rendus sur place n'ont pas cru devoir donner suite à cette campagne.

L'article que nous publions ci-dessous a été réalisé sur dossier après enquête sur place et non par un envoyé spécial que la GO n'a pas encore les moyens de s'offrir. C'est pourquoi il ne saurait engager l'ensemble des collaborateurs de l'hebdo.

J.-L. Soulié

Djibouti. Pris en sandwich entre l'Éthiopie et la Somalie, ce lopin de terre de 23 000 km², à la confluence de la Mer Rouge et de l'Océan Indien, est un mouchoir de poche sur la carte africaine. République proclamée indépendante le 27 juin 1977, cette région d'abord baptisée Côte Française des Somalies, puis Territoire Français des Afars et des Issas voyait un président djiboutien, Hassan Gouled, se substituer aux gouvernants français.

Comme dans chaque pays d'Afrique, le particularisme de Djibouti est profondément lié à ses composantes ethniques. Une africaine de mes amies dirait, à la lecture de ce que précède : « Si les occidentaux et les racistes ne pouvaient réduire l'Afrique à un vaste pays peuplé de sous-hommes incapables d'exister au-delà du tribalisme et de la rivalité entre ethnies, il leur faudrait innover d'urgence pour continuer d'entretenir leur profond mépris des peuples de ce continent ». Les conflits entre les peuples Afar et Issa sont néanmoins réalité à Djibouti et depuis longtemps, source de tension, tant sur le plan social que sur le plan politique. Plus encore depuis l'accession à la présidence de l'Issa Hassan Gouled, détenteur de l'essentiel du pouvoir, suprématie d'une « majorité » qui domine, sans conteste, l'autre moitié de la population du pays. Et, si l'actuel premier ministre, Barkat Gouraht, est un Afar, ses attributions sont tellement limitées par le système présidentiel que la situation des Afars n'en est pas modifiée par la présence au pouvoir de ce simple exécutant.

(Parenthèses : petite question à ce premier ministre. Vous serait-il possible de donner quelques nouvelles de votre jeune épouse, Aïcha, qui dut « quitter » la France dans des conditions qu'il serait intéressant de vous voir préciser ?).

Le sectarisme manifesté par la plupart des responsables djiboutiens issas a abouti

à de nombreuses mesures discriminatoires - voire d'élimination - aux postes-clés des institutions, ce qui alimente la colère des Afars. Ainsi, Ahmed Dini, pourtant connu pour ses positions modérées avait, en 1977, alors qu'il était Premier ministre, menacé de démissionner pour tenter de protester contre cette politique délibérée de répression ethnique.

C'est qu'en politique étrangère, Hassan Gouled ne cache pas ses sympathies pour la Somalie sœur, qui compte sur son territoire la majeure partie du peuple Issa. A l'inverse, l'Éthiopie recense chez elle la majorité du peuple Afar et s'est, à plusieurs reprises, émue publiquement de la suprématie de la majorité Issa à Djibouti. Le conflit de l'Ogaden qui opposa ces deux pays a d'ailleurs longtemps pesé comme un danger à l'égard de Djibouti qui, comme de nombreux pays d'Afrique, doit plus le tracé de ses frontières au choix politique de ses anciens maîtres qu'à une quelconque réalité sociale, géographique ou culturelle.

Fenêtre ouverte sur la Mer Rouge et l'Océan Indien (outre le porte-avions Foch parfois relayé par le Clémenceau qui croisent au large, des navires de recherche français s'intéressent de très près aux nodules découverts en quantité importante dans ces eaux (1)), ce pays se dresse comme une sentinelle sur la route du pétrole. Sans négliger le fait que, pour les stratèges du Quai d'Orsay, l'ex-territoire français des Afars et des Issas constitue un élément non négligeable de la présence française dans la Corne de l'Afrique. Paris maintient 5 000 soldats à Djibouti qui totalise pour sa part 400 000 habitants, et entraîne l'armée autochtone.

UNE NÉO-COLONIALE DÉMOCRATIE

Dans le discours qu'il prononça à la tribune de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, le jour de l'admission de la République de Djibouti à l'ONU, Hassan Gouled avait proclamé son attachement aux Droits de l'Homme et aux principes démocratiques qui caractérisent les sociétés libres. Pourtant, depuis le 27 juin 1977, ce pays vit sans constitution et la quasi-totalité des textes de loi résulte des ordonnances prises directement par le président, notamment en ce qui concerne l'organisation générale de l'État, les institutions judiciaires et les libertés publiques. Ainsi, sur ordonnance présidentielle du 29/7/77, les droits de manifester, de se rassembler, d'organiser des cortèges ou défilés sur la voie publique sont-ils soumis au régime de l'autorisation préalable. Toutes les réunions sont interdites sur la voie publique, sous peine de sanction pénale, les réunions électorales d'ampleur nationale sont également interdites. Les dirigeants de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance

(LPAI) n'avaient, en accédant, à l'indépendance, fait aucun mystère de leur volonté d'instaurer un parti unique. Une volonté qui, bien encadrée par des atteintes aux libertés d'expression et une répression policière et judiciaire dirigée contre une opposition aujourd'hui élargie (d'ex-membres de la LPAI ont rejoint les militants de l'U.N.I (2) et du M.P.L. (3) regroupés au sein du Front Démocratique pour la libération de Djibouti), s'applique à contraindre au silence la voix de la population Afar. Assertion qui conduit directement aux « affaires » que la justice djiboutienne a eu à connaître depuis l'indépendance : la découverte de caches d'armes dans le nord du pays, un instituteur français enlevé en novembre 77 et tué lors de l'affrontement qui opposa l'armée à ses ravisseurs, le « célèbre » attentat à la grenade commis à la terrasse du restaurant « Le Palmier en Zinc », l'attaque d'une caserne située à Randa, l'attentat contre Ismaël Guelleh, chef de cabinet du Président de la République et enfin, début juillet 79, l'attaque d'un poste de l'armée nationale à Khor Angar. Les suites immédiates qu'ont connues toutes ces affaires sont identiques. Rafles, arrestations et inculpations d'un nombre important de militants de l'UNI et du MPL (finalement dissous en décembre 77), quadrillage des quartiers afars de Djibouti, parquage de la population afar après l'attentat contre le « Palmier en Zinc » et surtout, mauvais traitements et sévices constatés médicalement par expertises : flagellations, brûlures de cigarettes, décharges de courant électrique, coups sur la

plante des pieds et le sexe, suspension la tête en bas, absorption de liquides corrosifs... et mort de deux inculpés. Tortures qui ont d'ailleurs motivé l'intervention d'Amnesty International auprès du gouvernement.

Si la première de ces « affaires » a été traitée dans le cadre d'une procédure de flagrants délits, l'ordonnance présidentielle du 16 août 78 créant l'habituelle juridiction d'exception, le Tribunal de Sécurité de la République a remédié à cette lacune. L'exposé des motifs de ce texte est clair : « En fait, il s'agit de la justice politique. Ce problème a aujourd'hui dans presque tous les pays, une réponse sous la forme d'une juridiction et d'une procédure spéciale... d'autant plus spéciale que c'est au Chef de l'État qu'il appartient d'apprécier la nature des crimes relevant de cette cour et d'en saisir le tribunal par décret pris en conseil des ministres.

LA OÙ L'ON RETROUVE DES FRANÇAIS

« Maîtres, suite à vos lettres du 1^{er} octobre 79, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, sur ordre oral de Monsieur le Président de la République à Monsieur le Procureur Général, l'autorisation de représentation en justice vous a été retirée, et ce, en application de l'article 6 de l'arrêté n°963 du 26 septembre 1950 instituant un corps d'avocats défenseurs ».

Par missive officielle, les avocats français



LE DÉPUTÉ MOHAMED Houmed dit « Ouleh », arrêté à la suite de la tentative d'assassinat d'Ismaël Guelleh, Chef du cabinet du président de la République, a été condamné la 17 juillet 1979 à deux ans d'emprisonnement avec sursis. Moins d'une semaine avant son arrestation, il avait prononcé à l'Assemblée Nationale un violent discours contre

l'institutionnalisation de la torture et avait tenté de déposer le même jour un projet de loi visant à l'abolition des sévices dans les locaux de garde à vue.

Il a comparu en appel, ce 11 novembre, hors de la présence de son avocat, Thierry Fagart, l'un des interdits de plaidoirie à Djibouti.

d'un ex-territoire français

François Comte, Thierry Fagart, Michel Laval, Franck Nataki et William Ziwié sont, depuis le 22 octobre, interdits de plaidoirie sur le sol djiboutien qui ne totalise pour sa part que trois membres de cette profession. Et c'est ici qu'il convient de signaler que les professionnels du droit ne font pas tous l'objet de ce genre d'interdiction du Président de la République. Loin s'en faut. Certains sont même, en vertu d'accords de coopération, ses con-

tribunal des flagrants délits, le Tribunal de Sûreté de la République, instruments politiques répressifs de la France, mille fois dénoncés, a été créé en leur présence. Comment croire qu'ils puissent ignorer l'existence de ce centre de tortures qu'est la «Villa Ambouli». Comment croire qu'ils ignorent les tortures dont sont victimes les opposants alors que les plaintes, soutenues par des expertises médicales circonstanciées ont été régulièrement transmises entre les

galère ?». Ce n'est pas le Syndicat de la Magistrature qui, à ce jour, pourra répondre. Embarrassé par la question - il n'en a jamais été réellement débattu en réunion de bureau bien que certains sachent que... Ou sinon, comme le disait un autre des membres fondateurs de ce syndicat à une journaliste qui s'étonnait auprès de lui de cette contradiction - si l'on ose dire - : «Vues d'ici, les choses paraissent plus graves qu'elles ne le sont en réalité là-bas».

pas une virginité politique avec aisance sans une analyse sérieuse de son évolution propre, de tous ses abus, de tous ses excès, de toutes ses incohérences».

Cette nécessité ne nous est pas indifférente.

Catherine Legay

(1) Ces nodules contiennent un certain nombre de minéraux, en pourcentage variable dont du fer, du manganèse. On les trouve par millions dans l'Océan Indien.

(2) Union Nationale pour l'Indépendance, (3) Mouvement Populaire de Libération, marxiste.

(4) Ces avocats sont signataires d'un rapport à la Fédération des Droits de l'Homme sur les atteintes aux droits de l'homme à Djibouti depuis l'indépendance.

Photos Thierry Fagart



Sous les palmiers, l'armée française

seillers directs, privilégiés, et un certain nombre de questions se posent au regard de la personnalité politique d'au moins deux d'entre eux. Que peut bien signifier pour Dominique Charvet, membre fondateur du Syndicat de la Magistrature et pour Georges Pinet, un des ex-collaborateurs du cabinet (de gauche) fondé par Henri Leclerc, l'assistance juridique qu'ils concourent à apporter à Hassan Gouled, dans un contexte de lois aussi profondément anti-nomiques des luttes menées ici même, au côté d'un grand nombre d'entre nous. Le

main du doyen des juges d'instruction, au nom des inculpés, par l'un de leur défenseur, aujourd'hui interdit à Djibouti, Antoine Comte. Comment croire à leur ignorance de cette décision d'interdiction professionnelle qui prive de défense un certain nombre d'inculpés devant prochainement comparaître devant la cour de sûreté de la République ? Quelle signification dans leur silence ?

Un célèbre comique l'écrivit avant moi : «Mais qu'allaient-ils donc faire dans cette

Evidemment, là-bas. Souvenir d'un autre pays où, en avril 79, on affirmait que les Occidentaux étaient incapables de comprendre l'Islam et que donc l'Iran était bien en marche vers la démocratie, via la révolution islamique. Mais nous étions des gens de là-bas, là aussi !

S'il ne faut pas hésiter à interroger notamment ceux que nous avons pu appeler «camarades», c'est, comme l'écrit Julien Brunn dans *La nouvelle droite, le dossier du procès* (5), que «la gauche ne se refera

Panique à Toronto



SAMEDI 10 NOVEMBRE, UN train de marchandises transportant des produits chimiques toxiques (dont 90 tonnes de chlore) a déraillé, faisant exploser quelques wagons, les autres menaçant d'en faire autant. Dans la banlieue de Toronto (Canada), à Mississauga. Alerte est immédiatement donnée, commence l'évacuation des quelques 250 000 habitants, en donnant priorité aux 7 000 mitoyens de la voie ferrée en flammes, et les 400 malades de l'hôpital. Comme les choses n'ont pas cessé d'empirer, les jours suivants, les autorités ont même envisagé l'évacuation de la ville de Toronto. Mercredi, après trois jours d'incertitudes quant à l'explosion du wagon de chlore, on tentait de rassurer les populations «déportées» en leur demandant de rentrer petit à petit chez elles. Les spécialistes décernaient des satisfecits qui à la police, qui à l'armée de pompiers mobilisée depuis l'accident, et aussi à eux-mêmes. Toutefois, nous notons un peu éberlués qu'il n'a jamais été question ni des dégâts provoqués par l'accident, ni des conséquences qu'encourraient et les habitants menacés directement et la faune et la flore avoisinante.

Droits et Libertés dans l'institution militaire

SUITE À LA RENCONTRE DES DIFFÉRENTS syndicats et organisations européennes de défense des soldats à Utrecht, début novembre, nous avons voulu donner la parole à différentes organisations représentatives des courants revendicatifs au sein de l'armée française et, en premier lieu, au comité Droits et Libertés dans l'institution militaire (DLIM). Un membre du secrétariat du DLIM répond.



G.O. Tout d'abord, peux-tu faire une présentation du DLIM ?

- Le DLIM est une organisation créée en juin 78 suite aux difficultés des soldats candidats aux élections législatives. Elle se place sous l'égide de la Ligue des Droits de l'Homme et regroupe toutes les tendances politiques de la gauche française. Font également partie du DLIM des mouvements se préoccupant plus particulièrement de la condition des soldats et apparus lors des manifestations de ces dernières années (1975). S'ajoutent des personnalités venant du monde littéraire, telles que l'amiral Sanguinetti ou le général Becam. Elle oriente ses activités dans deux directions principales, d'une part la défense à travers la vie quotidienne d'appelés, d'engagés ou de civils en bute à la répression, et d'autre part la mise en place de commissions chargées d'un travail en profondeur sur la sécurité militaire (véritable police politique), sur les accidents à l'armée, le secret qui les entoure et l'absence de droits des victimes et de leur famille, de façon générale, l'absence de contrôle sur les conditions d'hygiène et de sécurité. Par ailleurs, une troisième commission d'étude établit un certain nombre de pratiques racistes ou fascistes bien caractérisées et d'idéologies bien précises inculquées dans les « écoles militaires ».

G.O. : Comment aujourd'hui voyez-vous le mouvement revendicatif des soldats en France ?

- Nous pensons que l'action du DLIM a été relativement effranchie. Elle a contribué à un soutien civil qui s'est beaucoup élargi, par exemple dans l'affaire du 5ème R.I. de Frileuse, des syndicats et des partis de gauche ont défendus des soldats incarcérés pour des raisons parfaitement arbitraires.

G.O. : Peux-tu rappeler les faits ?

- Frileuse est une affaire exemplaire. En juin dernier, Frank Debitus, un appelé, meurt pendant une marche. Flou habituel autour des conditions de cette mort. Mais, fait nouveau, des soldats témoignent sur un certain nombre de lacunes, de retards qui paraissent avoir contribué à ce décès. Ils contactent un membre du secrétariat du DLIM, Bernard Docte. Le 24 septembre, ces soldats sont interrogés par la sécurité militaire, interrogatoires parfaitement illégaux. On parle d'un comité de soldats, puis du DLIM, et enfin on leur sort des photos les représentant attablés à un café de Nanterre avec Bernard Docte. Ces soldats ont donc été suivis, le DLIM était donc sous surveillance, Bernard Docte sous écoute téléphonique (le rendez-vous a été pris sur sa ligne). En reprochant à des soldats de prendre contact avec le DLIM et, à travers lui, la Ligue des Droits de l'Homme, on veut les priver de leur droit élémentaire de citoyens. L'interrogatoire s'est soldé par la mise aux arrêts de Pierre-Jean Challot puis de Denis Dugros, victime entre temps d'un grave accident, questionné par la sécurité militaire jusque sur son lit d'hôpital, puis incarcéré pour une durée de soixante jours. Denis Dugros est toujours aux arrêts malgré l'intervention de maître Paris, son avocat, à qui on a refusé une entrevue avec son client...

Nous pensons que notre rôle consiste à élargir le soutien civil à travers un cas qui englobe le problème des accidents à l'armée, celui de la répression des appelés et la mise en cause du DLIM qui se trouve sous surveillance de la sécurité militaire dans des conditions parfaitement illégales... Sur quelle commission rogatoire a-t-on mis Bernard Docte sous écoute téléphonique ? Il nous semble qu'aujourd'hui la répression passe moins par les tribunaux militaires que directement, à l'intérieur des corps d'armée, par l'intervention de la sécurité militaire suivie d'une sanction disciplinaire où l'appelé n'a aucun droit. On préfère infliger soixante jours d'arrêt (le maximum) à un appelé plutôt que de lancer la procédure prévue par le code de justice militaire. Si la procédure ne vaut guère mieux, elle donne au moins à l'appelé des droits sur lesquels il peut s'appuyer et rendre public son procès.

G.O. : Qu'est-ce que vous retenir de Utrecht où s'est tenu durant les 4 et 5 novembre le premier congrès européen des conscrits ?

- Invités par le VVDM le syndicat des soldats hollandais, nous sommes allés à la conférence en tant qu'observateurs, occasion pour nous de prendre contact avec les délégations des organisations de soldats européens. Les travaux concernant les droits démocratiques des soldats mettent en relief une situation archaïque en France, en décalage par rapport à ce qui se passe dans les autres armées européennes. Nous nous réjouissons que se mette en place à un niveau européen une coordination des soldats pour la défense de leurs droits.

Cela dit, nous refusons de prendre position sur telle ou telle orientation du mouvement des soldats au niveau national ou européen. Nous entendons nous en tenir à la défense des libertés dans l'institution militaire et non par le regroupement de comités de soldats.

Propos recueillis par C.W.

DLIM - Ligue des Droits de l'Homme, 27 rue Jean Dolent, 75014 Paris. Tél. 331 71 25 contacts avec le DLIM pour les régions de Lyon, Strasbourg et Dijon.

Après Harrisbourg

Rapport de la Commission d'enquête sur l'accident de Three Mile Island

THREE MILE ISLAND... C'ÉTAIT EN MARS dernier. Dans cette centrale nucléaire située aux Etats-Unis dans l'Etat de Pennsylvanie, une série d'incidents en chaîne se sont produits qui auraient pu avoir de très graves conséquences sur l'environnement.

L'accident a cependant été évité, la population n'a encouru aucun dommage. Et comme dans le **Syndrome Chinois**, les seuls dommages seront d'ordre financier. Dans le film, un homme est mort, dans la réalité, les bavures policières ont été évitées. Mais au fait, qui a entendu les opérateurs responsables, aux yeux de certains, de cette fameuse erreur humaine ? Pas les journalistes, semble-t-il. Erreur humaine, le terme a fait peur et d'ailleurs, on ne peut parler d'erreur humaine dans cette technologie où la formation du personnel est parfois inexistante et souvent insuffisante. C'est en fait une des conclusions à laquelle est arrivée la commission mise en place par Carter et qui a remis à la fin du mois d'octobre son analyse sur l'accident de Three Mile Island.

Trois points forts sont à signaler dans ce rapport :

- Le premier concerne précisément le comportement du personnel dans la salle de contrôle pendant que des indications contradictoires s'inscrivaient sur les différents appareils de mesure. Dans une salle où soudain toutes les aiguilles se sont mises à bouger ou à ne plus vouloir bouger, les membres de la petite équipe étaient bien trop occupés à essayer de remettre les fameuses aiguilles à leur place pour que l'un d'entre eux puisse prendre du recul et réfléchir à la situation d'ensemble. Par ailleurs, l'instrumentation installée dans les salles de contrôle, tant par l'ambiguïté des indications qu'elle donne que par sa lenteur ou sa complexité n'est pas non plus adaptée à des situations accidentelles où tout va très vite. Ainsi, première conclusion du rapport : il faut que le personnel des centrales subisse une formation très poussée et il faut revoir la conception de salle de contrôle et son instrumentation.

- Le deuxième point concerne l'analyse de l'accident lui-même. En fait, tant qu'il sera impossible de pénétrer dans l'enceinte de confinement qui isole la partie radioactive de la centrale de l'extérieur, il sera difficile de se prononcer en toute rigueur sur la gravité de l'accident.

Les membres de la commission ne sont pas arrivés à un accord quant à savoir quelle quantité du combustible nucléaire n'a plus été irriguée par l'eau, et donc refroidi. Le quart du combustible, la moitié, les 90% disent même certains. Une chose est certaine en tous cas : l'accident a été beaucoup plus grave que nos responsables n'ont voulu nous le faire croire et l'accident maximal pris en compte dans les études de sûreté, celui où la chaleur fournie par les réactions nucléaires ne peut plus être évacuée, cet accident n'était pas si éloigné.

Aux yeux de douze membres de la commission, en conclusion de cette analyse aujourd'hui encore succincte, cet accident a dû apparaître très lourd de conséquences puisque, de fait, un mora-

toire a été voté. Lors de ce vote, effectué en l'absence de toute personne étrangère à la commission, il y a eu selon les dernières informations, deux abstentions, quatre contre et six pour. La majorité des votants était donc pour le moratoire. Et s'il ne fut pas ratifié, c'est en raison d'une décision prise par Carter quelques jours avant le vote de n'accepter le moratoire qu'en cas de majorité absolue au sein de la commission.

Est-ce pour suivre malgré tout l'avis de la commission, ou pour se prémunir contre les violentes attaques qu'elle subit depuis l'accident de Three Mile Island ? La NRC (commission américaine chargée de la réglementation en matière de sûreté nucléaire) vient toutefois de décider la suspension de toute autorisation de création ou de mise en fonctionnement de nouvelles centrales tant que les problèmes soulevés par le rapport sur l'accident n'auraient pas été réglés. Aux Etats-Unis, **le moratoire nucléaire est donc effectif depuis le 4 novembre.**

Mais l'accident de Three Mile Island aura certainement, aux Etats-Unis, d'autres conséquences. Déjà, une forte discussion s'est engagée sur les mesures qui doivent être prises pour assurer la protection des populations vivant autour des installations nucléaires. Deux physiciens nucléaires ont remis à la commission un rapport appelant à la distribution d'iode de potassium à toute personne vivant à moins de 160 km d'une centrale. Ce produit a pour effet d'empêcher la fixation par la glande thyroïde de l'iode radioactif, un des produits les plus toxiques susceptible d'être rejeté dans la nature lors d'un incident nucléaire. Si la commission ne semble pas s'être prononcée sur cette proposition, le rapport qui a été préparé à la demande du Conseil pour la qualité de l'environnement circule en ce moment aux Etats-Unis où certains responsables le prennent déjà fort au sérieux. Ainsi le secrétaire du département de la santé de l'état de Pennsylvanie envisage d'acheter un stock d'iode de potassium pouvant couvrir les besoins des onze millions d'habitants de l'état pendant une alerte de quinze jours.

Aux Etats-Unis, la confusion est aujourd'hui extrême dans le domaine du nucléaire. Carter remet, même, de mois à mois, sa décision tant attendue par les administrations en ce qui concerne la politique à suivre pour le stockage des déchets. En Allemagne de l'Ouest, le gouvernement vient de renoncer à la construction de l'énorme complexe nucléaire de Gorleben. En Grande-Bretagne, tenants et opposants du nucléaire se préparent à de sérieux affrontements sur la création d'un **Super Phénix** anglais... En Union Soviétique même, le journal théorique du parti communiste, **Kommunist**, fait part, dans son numéro de septembre, de l'inquiétude de certains scientifiques en ce qui concerne l'impact du nucléaire sur l'environnement. En

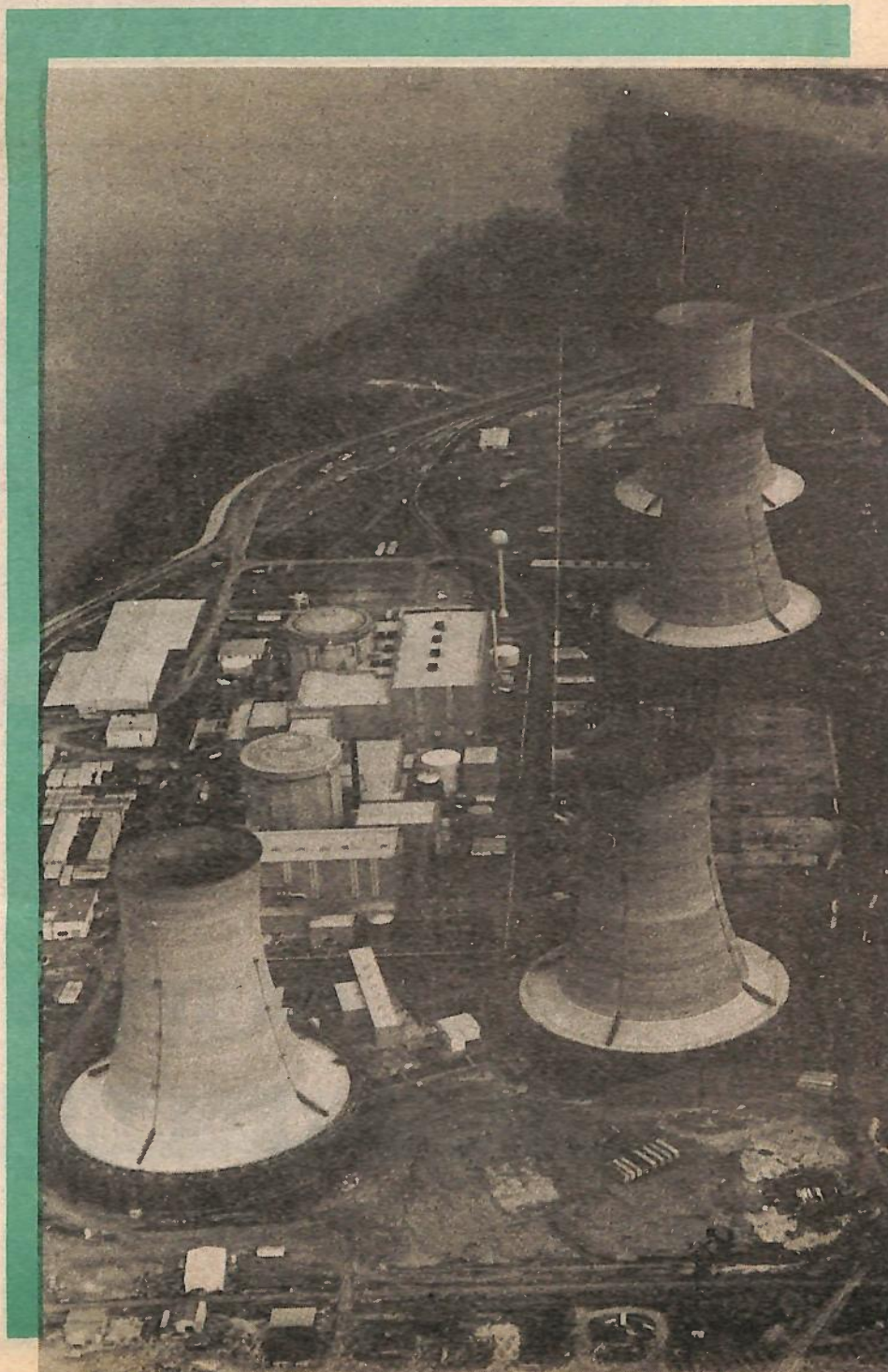
France, tout va bien. Les « antinucléaires » signent des pétitions.

Que peut-on attendre réellement des résultats de la commission d'enquête de Three Mile Island ? Les responsables français de la sûreté, dès le début de l'été, s'étaient engagés à revoir les problèmes d'instrumentation, à réétudier le « paramètre » humain, à reconsidérer attentivement tous les incidents et les enchaînements qui pouvaient amener à des accidents graves... Et puis soudain, en France, on apprend qu'il existe des fissures dans nos centrales. On apprend aussi de source officielle que ces fissures (des incidents ?) ne sont pas graves. Des fissures ! Il y en a partout dans les pièces métalliques et l'on a jamais vu qu'elles puissent dégénérer si rapidement ! On apprend enfin que les services qui font les études de sûreté n'ont pas été consultés quant aux risques potentiels que ces fissures pouvaient faire courir à la sûreté

des installations nucléaires... Non, il ne faut pas attendre une remise en cause du programme nucléaire français à partir d'un accident qui s'est produit sur une centrale américaine, d'un type différent de celui des centrales construites en France alors que nos services de sûreté sont tellement mieux organisés qu'outre-mer ! C'est d'ailleurs parce que nous sommes beaucoup plus sérieux en France que le gouvernement et EDF ont pris la responsabilité de charger des centrales fissurées, et pourtant, on ne sait pas aujourd'hui détecter les fissures sur des centrales montées, on ne sait pas non plus les réparer.

Non ; il semble de plus en plus certain aujourd'hui que seul un accident sur une installation nucléaire française pourra modifier les perspectives de notre développement énergétique.

Martine Pujol



LA VILLE DE SHIPROCK AU NOUVEAU Mexique est construite sur la réserve indienne des Navajos. Ses 900 habitants vivent dans des cabanes faites de vieilles planches ou de projection de cendres. Dans les faubourgs de la ville, l'ancienne mine d'uranium est fermée. Jusqu'en 1969, elle approvisionnait l'imposant programme d'armes nucléaires de l'Atomic Energy Commission (leur CEA à eux).

Une centaine de Navajos travaillaient dans cette mine faiblement ventilée, pour en extraire de l'uranium dans des brouettes. Interdit de rester longtemps après l'explosion des charges de dynamite, la poussière d'uranium attend ces esclaves de l'ère atomique.

Les Navajos savaient ce qui se passait, mais ne disaient rien de peur d'être abattus (comme Mesrine). Vers 1974, dix huit mineurs sont déjà morts d'un cancer des poumons et vingt et un autres atteints du même cancer, connu pour être le signe d'une forte exposition aux radiations. Ni l'AEC, ni le Bureau des Affaires Indiennes (BIA), ni aucune autre agence gouvernementale responsable de la mine ne se sont occupés de garder les puits à un taux « absorbable » de radiations.

Ker-Mc-Gee, ce colosse de l'Oklahoma, du pétrole et de l'uranium, tristement célèbre après « l'accident » de voiture de Karen Silkwood en 1974, faisait tourner cette mine avec l'approbation du gouvernement depuis longtemps. La compagnie refuse toujours de répondre aux enquêtes sur les mesures de protection de la santé des mineurs. Les ouvriers étaient sous-payés et les familles des mineurs disparus eurent beaucoup de problèmes pour toucher des indemnités. Mais qui accuser de ces incroyables conditions de travail ?

Des investigations furent lancées dans les profondeurs enchevêtrées de la bureaucratie gouvernementale. Ses agences se rejetèrent mutuellement la responsabilité de ce désastre. Bien que le Bureau des Affaires Indiennes du Département de l'Intérieur se devait de prévenir la tribu ou les mineurs des risques encourus, il n'en fit rien. Le contrat de location approuvé par le BIA imposait à Ker-Mc-Gee de « veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs », alors que Tom Lynch, du bureau du BIA de Window Rock dans l'Arizona, affirmait : « Il n'est pas de notre responsabilité de les défendre, c'est le boulot du propriétaire des terres ». Et chose incroyable, les terres appartiennent à la tribu Navajo elle-même. La mine d'uranium était la propriété de la tribu. Le peuple indien ne faisait que louer ses précieuses ressources à Kerr-Mc-Gee.

A Washington, le BIA affirma qu'aucune mine n'avait jamais été approuvée à Shiprock. Un officiel refusa même de

reconnaître l'existence de la mine. L'Inspection Géologique du BIA ou le secrétaire de l'Intérieur auraient pu empêcher ce drame. Le plus étrange dans cette horrible histoire bureaucratique, c'est que Shiprock n'est pas un cas isolé. Le peuple indien possède de vastes quantités de ressources naturelles et il a toujours été dissuadé de les exploiter pour son propre compte.

PIEDS NUS SUR LES RESSOURCES NATURELLES

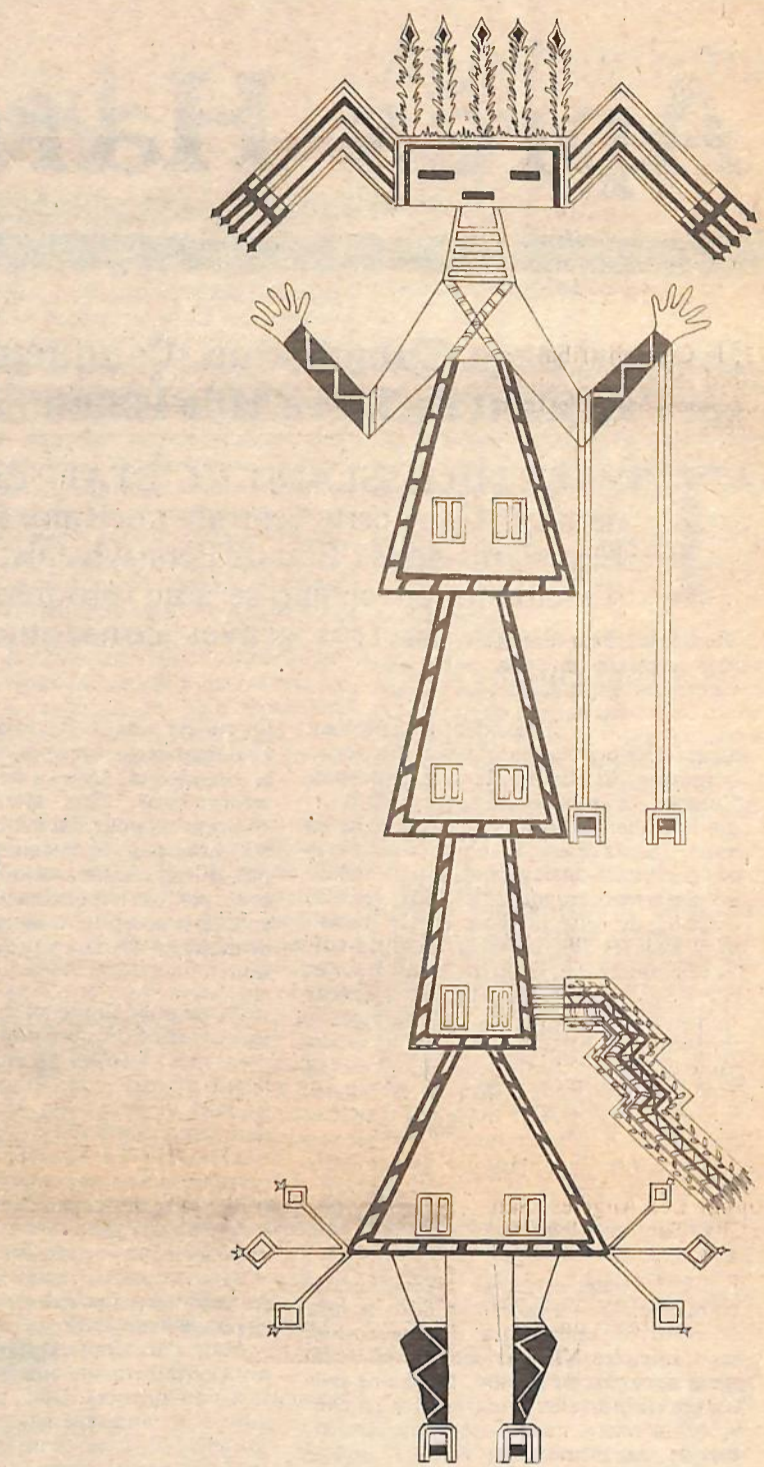
Il y a cent ans, le gouvernement des Etats-Unis repoussa les Indiens à la pointe du fusil vers des terres de l'Ouest qui semblaient sans grand intérêt. Depuis, on s'est aperçu qu'en réalité ces terres renferment certains des gisements de charbon, pétrole, gaz et uranium les plus riches de la nation. Sous la surface de la terre dorment des milliards de tonnes de charbon dont le tiers du charbon à faible teneur en soufre de l'Amérique.

La quasi totalité de la Réserve des Cheyennes du Nord (1800 km² - Montana) est située sur une formation de charbon de plus de dix huit mètres d'épaisseur qui est évalué à 1500 milliards de tonnes dont cent milliards sont exploitables à ciel ouvert. En fait, les champs du Montana et du Nord Dakota représentent quinze fois les réserves d'énergie contenue dans les champs de gaz et de pétrole de North Slope en Alaska. Quant à la réserve des Apaches Jicarilla au Nouveau Mexique, elle contient 600 milliards de m³ de gaz et 154 millions de barils de pétrole.

En tout, cela représente 75% du charbon, 40% du pétrole, 50% de l'uranium des Etats-Unis enfouis dans le sous-sol des réserves indiennes.

Mais les terres indiennes n'appartiennent pas au domaine public. Elles sont la propriété des tribus qui les habitent, selon les 371 traités signés à la fin du siècle dernier avec le gouvernement fédéral.

Depuis 1938, une loi permet aux sociétés privées de louer les droits d'exploita-



tion des ressources naturelles en territoire indien, avec l'accord du Département de l'Intérieur. Mais le Bureau des Affaires Indiennes dont le rôle est de conseiller les tribus, s'est, semble-t-il, plus préoccupé de sa participation à la grande course à l'énergie que de faire respecter les règles de libre concurrence qui régissent les droits d'exploitation.

LE REVEIL DE L'HOMME ROUGE

Quand Peabody Coal, le plus grand producteur américain de charbon, se

retrouva seul aux enchères, il obtint 6400 hectares de terres des Cheyennes du Nord à 1,60F l'hectare. Deux ans plus tard, pourtant, lorsque six enchérisseurs se présentèrent pour la location de terres dans la même zone, le vainqueur dut payer 160F l'hectare. Les Cheyennes du Nord accusèrent alors le BIA de les avoir mal conseillés dans la tractation avec Peabody et demandèrent au Département de l'Intérieur d'annuler le contrat de location.

Les mêmes écarts purent être constatés en ce qui concerne les royalties payées par tonne de minéraux extraits.

Entre 1969 et 1971, sous les mauvais conseils du BIA, les Cheyennes louèrent la

« Il n'y a personne là-bas
sauf des Indiens et des moutons »

moitié de leur réserve à Peabody, AMAX et Chevron pour environ 22 dollars l'hectare et 17,5 cents de royalties pour chaque tonne de charbon. En 1972, la Consolidation Coal Company offrit à la tribu 90 dollars l'hectare, des royalties de 25 cents la tonne et un hôpital de 1 500 000 dollars.

En mars 1973, le Conseil tribal des Cheyennes du Nord décida d'annuler tous les contrats de location et d'extraire le charbon eux-mêmes, citant 36 cas de violations par le BIA du code de réglementation fédérale : aucune étude préliminaire d'impact de ces industries sur l'environnement et sur la vie des communautés indiennes n'a été réalisée. Aucune clause ne garantit la reconstitution des terres après leur exploitation.

Le Département de l'Intérieur décida alors d'arrêter les travaux. Un imposant développement industriel est prévu sur les terres indiennes qui recèlent du charbon.

Un exemple : la centrale thermique de Fours Corners construite sur la réserve des Navajos. En 1966, Gemini 12 photographia cette partie de notre planète. Un seul signe de la présence de l'homme est visible : un panache de pollution long de 370 km s'étirant depuis la centrale thermique.

Tout commence dans les années cinquante, quand les compagnies charbonnières et thermiques se regroupent sous le sigle WEST (Western Energy Supply and Transmission Associates), et prévoient la construction de six parmi les plus importantes centrales électriques du monde et les plus grandes mines à ciel ouvert du pays pour une production de 30 000 Mw et une consommation de 94 millions de tonnes de charbon par an. L'électricité doit approvisionner Los Angeles, San Diego, Salt Lake City, Tucson, Albuquerque et Phoenix, mais les mines et les centrales détruiront les terres indiennes de l'Arizona et du Nouveau Mexique. Pendant que l'électricité partira illuminer les néons des grandes villes, les Navajos recevront en échange de leur charbon et de leurs terres, des nuages de poussière, de soufre, de plomb, de mercure, de cadmium, de fluorine et de manganèse dans l'air qu'ils respirent.

En vue d'exercer un plus grand contrôle sur le développement de leurs ressources, 22 tribus forment en 1975 le CERT - Conseil pour les ressources d'énergie. Entouré d'une équipe d'ingénieurs, de spécialistes de l'environnement, d'avocats et d'économistes, le CERT préconise de se passer du Bureau des Affaires Indiennes pour traiter les baux de location d'exploitations.

Il s'occupe actuellement dans le Montana des Pieds Noirs (pétrole et gaz naturel) et des Crows (charbon), au Nouveau Mexique des Apaches de Jicarilla (usine à propane et raffinerie de pétrole) et des Navajos de l'Arizona (centrale électrique)

Le 15 juillet 79, lorsque Carter appela le peuple américain à se mobiliser pour la « guerre de l'énergie », M. Macdonald, chef de la tribu des Navajos (la plus importante, 150 000 personnes) et président du CERT, répliqua : « L'histoire m'a enseigné que lorsque les Etats-Unis font allusion à l'état de guerre pour relever le moral du pays, ils ont tendance à considérer l'Indien, sa terre et ses ressources comme l'équivalent moral de l'ennemi ».

Paul Sigogneau

(Source Akwesasne Notes).



Fumée de Calumed

SUR LES DROGUES, IL Y A bien des mythes à dissiper. C'est un peu le constat que je fais de cette première réunion du CALUMED, samedi 10 novembre à Paris. Réunion dont je suis fier et heureux, que dis-je : heureux et fier d'y avoir vu défiler tour à tour les Amis de la Terre de Paris, la section jeunes/étudiants du PSU, quelques représentants de la « nébuleuse autonome » ainsi que ceux de la presse parallèle, sans compter les individuels, les curieux, un provocateur : soit environ vingt cinq personnes.

Alors que la demie de quatorze heures sonnait au clocher de Saint Sulpice, une seule fois, par mesure d'économie et pour ne réveiller personne, les premières critiques fusaient du bloc « autonome » pour qui « mener une campagne pour la dépénalisation du cannabis qui, en soi, reste un agent de contrôle social, est contre-révolutionnaire. On sait aujourd'hui que le H. remplace le calva chez les jeunes prolos qui bossent en usine... ». Pourquoi alors ne pas se battre contre l'alcool qui empêche également la « révolution » ? C'est sans doute un « agent de contrôle social », mais doit-on l'interdire pour autant ? Du point de vue social nous touchons-là au problème de la liberté vu que ce que les pouvoirs ne supporte pas, c'est qu'on affirme la liberté totale, radicale des individus, de leurs corps, de leur vie. Dès qu'un pouvoir décide qu'il faut protéger les individus contre eux-mêmes, les libérer malgré eux, les sauver du péché, on entre dans une logique totalitaire où l'individu, les minorités, les gens, la collectivité sont alors définitivement traités en irresponsables, comme les victimes d'une tentation insurmontable. Du coup, que certains puissent déclarer publiquement qu'ils font un usage libre des drogues illicites pour leur plaisir et leur recherche individuelle devient forcément délit ou folie. Que les pouvoirs utilisent les drogues pour asservir les populations, c'est l'évidence. Le trafic de l'héroïne dans le monde, aux trois quarts manipulé par la CIA et les autres services de renseignements internationaux, les camiso-

les chimiques dans les hôpitaux psychiatriques, l'invasion pharmaceutique, tout cela en témoigne. Pourtant, ce qui se cherche depuis toujours, c'est justement une utilisation enrichissante, non asservie, des drogues et l'apprentissage individuel et collectif de leur usage (comme on le rencontre chez les Indiens ou les Touaregs). Notre campagne se donne pour l'un de ses buts d'amener également les gens à prendre leur pied en tous, la recherche...

Ce que masquent les pouvoirs, c'est cette liberté-là, la confiant à la seule caste médicale. Découvrir les drogues, leurs plaisirs et leurs dangers, comme une aventure ou une connaissance, c'est comme découvrir son corps et s'accaparer la médecine. Certains, parmi nous, ont été tentés lors de la réunion d'engager la campagne sur le terrain médical, scientifique ou au risque de faire le jeu du pouvoir. C'est à nous d'éviter de tomber dans le piège de l'opposition scientifique et de n'en user que seulement lorsque cela s'avère nécessaire, lorsque par exemple le pouvoir médical cherche à travestir un fumeur de H. en anormal, malade, fou ou autres termes éminemment plus sophistiqués, chers aux pédagogues, psychologues et autres merdages.

Dans ce domaine, opposer les pour et les contre ne ferait qu'enliser le débat qui, en toute logique, se situe ailleurs. En effet, tout dépend non pas des drogues, mais de ce qu'on en fait. Avant, pendant, après. Il faut les connaître : les drogues sont des puissances autonomes comme toutes les plantes magiques : il y a les éveilleurs et les lucinogènes, les hallucinants et les vaporeux, les électriques et les fantasmatiques, les flasheurs et les annihilants. C'est pourquoi nous devons exiger la libération de l'information, la levée de la censure pour toutes publications qui voudront bien répandre une information objective sur la question.

Tout dépend de ce qu'on en fait, mais ce qu'on en fait ne dépend que de nous !

Autre question abordée : La campagne doit-elle avoir un contenu politique ou culturel ? Le mot « culturel » recouvre tout et rien à la fois, c'est sur le terrain politique qu'il faut se battre, et dans le contenu politique introduire l'humour, la farce, l'ironie. Pour le terrain politique, nous en avons déjà causé ensemble (voir G.O. du 31/10), quant à la farce, l'imagination est au pouvoir. Pourquoi ne pas organiser une culture symbolique de marijuana du côté du ministère de l'Injustice ? Faire n'importe quoi, n'importe où, c'est pour nous nous libérer dès l'instant que nos actions s'inscrivent dans notre objectif final, à savoir : la parution dans le Journal Officiel, en lettres d'or « de la dépénalisation complète de l'usage, la possession et la culture du cannabis et de ses dérivés, l'amnistie de tous les détenus incarcérés pour ces motifs ainsi que la cessation de toute répression policière portant atteinte, par le biais de la législation sur les drogues illicites, à la vie privée ».

Nous avons pondu un appel national allant dans ce sens que nous vous invitons à signer et à faire circuler auprès des élus de votre région (maire, député...), groupes politiques, associations, usines, bahuts, bureaux, MJC... (1). Dès que nous aurons récolté un nombre impressionnant de signatures, nous nous empresserons de les déposer à la commission de révision du code pénal tandis que parallèlement, nous inciterons les mouvements politiques qui auront pris position publiquement dans la G.O. à émettre des propositions en vue de l'établissement d'un débat parlementaire.

Pour quelques semaines encore, la G.O. servira de BP afin de laisser le temps aux copains présents à la réunion de dénicher un local propre au mouvement sur Paris, étant entendu que cette campagne que nous mènerons avec vous sur le terrain et dont nous nous ferons l'écho chaque semaine, est avant tout la vôtre.

Mandrin

(1) A retourner à la G.O.

Appel national

pour la dépénalisation
du cannabis and Co

Je suis pour la dépénalisation totale de l'usage, la possession et la culture du cannabis et de ses dérivés.

J'exige :

- l'amnistie de tous les détenus incarcérés du fait de l'application des articles dont je demande l'abrogation.

- la cessation de toute répression policière portant atteinte, par le biais de la législation sur les drogues douces, à la vie privée et par là même devenant un moyen de contrôle social et politique, restreignant les droits et les libertés du citoyen.

Je demande :

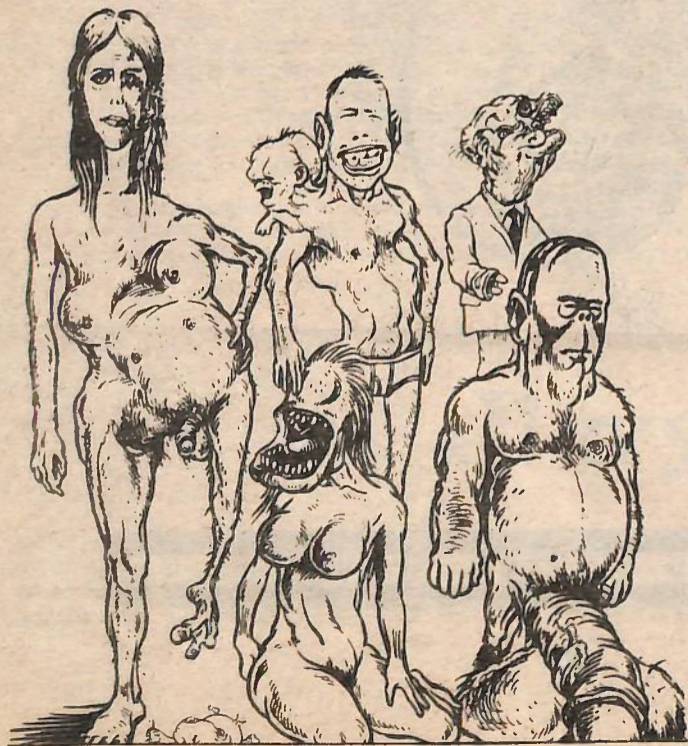
- que l'usager du cannabis ne soit plus considéré, par les instances médicales, comme un malade à rééduquer, à normaliser, et traité comme tel

- qu'une information réelle, ne procédant pas de l'amalgame drogue dure/drogue douce soit faite et autorisée sur tous les problèmes relatifs à la consommation du cannabis.

J'affirme :

- que le combat pour la dépénalisation, au-delà d'une simple revendication d'usagers, est le combat de tout citoyen (consommateur ou non), car il pose le problème de la mainmise de la société sur les comportements les plus intimes de ses membres. Cette lutte s'inscrit donc dans le cadre du droit au plaisir, de la préservation et de l'extension des libertés fondamentales.

Je me déclare solidaire des autres signataires et j'appelle les individus, les organisations, les associations et les mouvements politiques à cosigner, à prendre position et à émettre des propositions en vue de l'établissement d'un débat parlementaire.



Provocation

Nous sommes décidément gouvernés par des imbéciles doublés d'irresponsables. Nos foutus ministres et secrétaires d'Etat de la Communauté Européenne viennent en effet de se réunir à Stockholm dans le cadre du «Groupe Pompidou» (son inventeur).

Et choisissant comme d'habitude la répression aveugle et l'amalgame purificateur, «les pays participants ne font plus de distinction entre les drogues douces et les drogues dures».

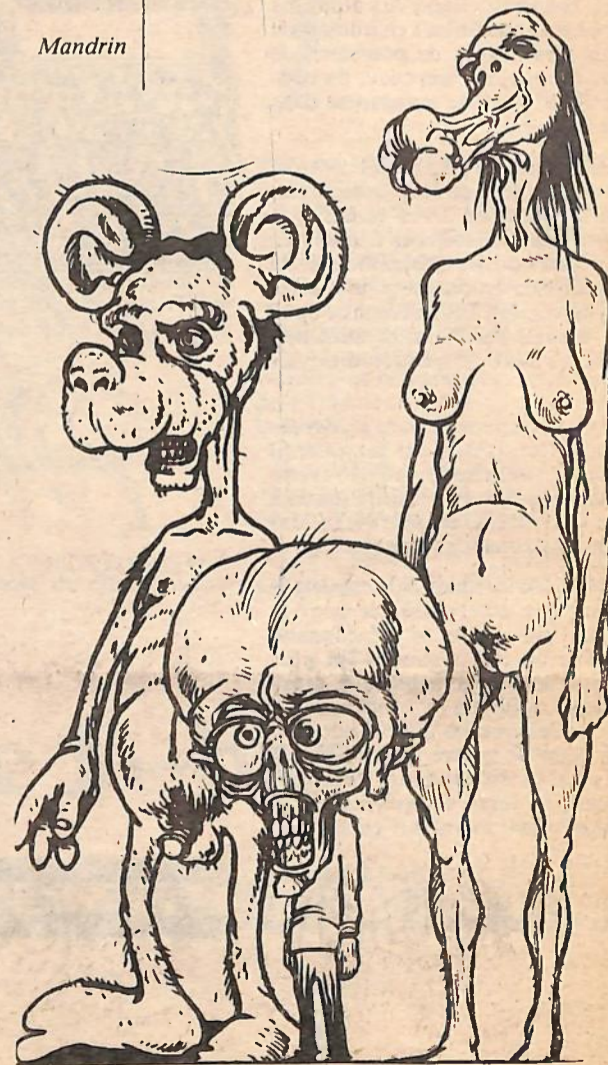
C'est dans la droite ligne de l'espace judiciaire européen et de l'exécution de Mesrine.

Le trafic d'héroïne va pouvoir continuer de plus belle, pour la grande joie des services secrets du monde entier.

Le désespoir de ceux qui s'accrochent aux drogues dures parce qu'ils ne trouvent pas d'herbe et qu'après tout pourquoi pas essayer l'héro, n'est pas près de s'arrêter.

C'est voulu et c'est dégueulasse.

P.L.



Madame la FEN

LA FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE (FEN) s'est, elle aussi, sentie obligée d'éditer une étude sur la drogue. Curieusement, celle-ci est sortie en même temps que le rapport Pelletier, en janvier 1978. Il est assez étonnant de voir à quel point ces deux études ne diffèrent que fort peu. La FEN et le gouvernement amalgament notamment, tous deux, drogues dures et drogues douces.

« Les décrochages par refus de s'intégrer ou par rejet sont de plus en plus nombreux, différents mouvements de contestations s'organisent et s'expriment avec des armes, d'où la violence n'est pas exclue. La consommation des drogues, plus souvent résultat d'un début de marginalisation, en devient très vite une cause... ».

Ces phrases tirées de la préface de « **La drogue, une réalité, non une fatalité** » montrent que la FEN comme Madame Pelletier savent décrire souvent avec pertinence la situation. Mais dès qu'elles commencent à chercher des solutions et à analyser cela ne va plus. « **Il n'est pas faux de comparer le nourrisson et le toxicomane. Ils vivent suivant un mode linéaire : état de tension plus difficile à supporter quand le besoin n'est pas satisfait, état de détente correspondant à l'ingestion d'un produit, expliquent les théoriciens des drogues de la FEN, il est certain en tous cas que l'on retrouve chez tous les toxicomanes une avidité, une impulsivité, une dépendance à la fois sur le plan matériel et affectif à l'égard de l'entourage, un besoin immédiat de satisfaction, une intolérance aux contraintes qui sont spécifiques du mode de relation orale avec parfois même des moments de régression encore plus achainés...** »

Et vous voudriez qu'avec ça les professeurs et les éducateurs y comprennent quelque chose. Nulle part n'est expliquée dans cette étude ce qu'est un véritable toxicomane.

En fait, la FEN veut à tout prix montrer que prendre des drogues (mêmes douces) pour le plaisir est foncièrement mauvais. Pour elle, il n'y a pas de bons plaisirs sans effort : « **Chaque plaisir étant superficiel, il est suivi d'une bouderie plus intense et d'une déception. Il faut donc une moto qui aille de plus en plus vite, une musique qui fasse de plus en plus de bruit pour s'assourdir, s'abrutir et rehausser le plus possible la sensation brute, crue, directe, sans structure...** ».

Pour étayer un peu toutes ces affirmations, la FEN offre à ses adhérents en fin de document, une étude des différentes dro-

gues. Les enseignants peuvent alors savoir que « **l'emploi du cannabis ne semble pas entraîner le plus souvent de changements physiques ou mentaux durables encore que l'usage continu puisse se trouver associé avec le développement de troubles mentaux** ».

Il est évident que ce développement des troubles mentaux n'a généralement rien à voir avec le H. mais la FEN s'est sans doute crue obligée de dire aux enseignants de peur qu'ils n'essayent : « **Attention chers enseignants, le H. n'est pas dangereux, il a même des effets positifs, mais il peut rendre fou !** »

Soyons clairs. La FEN sait bien qu'il y a aussi peu de rapport entre le H. et la folie qu'entre la masturbation et la folie. Mais on ne sait jamais, les vieilles recettes peuvent toujours marcher...

Pire encore. « **A longue échéance, la personnalité du fumeur de H. s'affaïsse et se dissocie. A l'occasion des épisodes aigus, des réactions antisociales sont possibles** ».

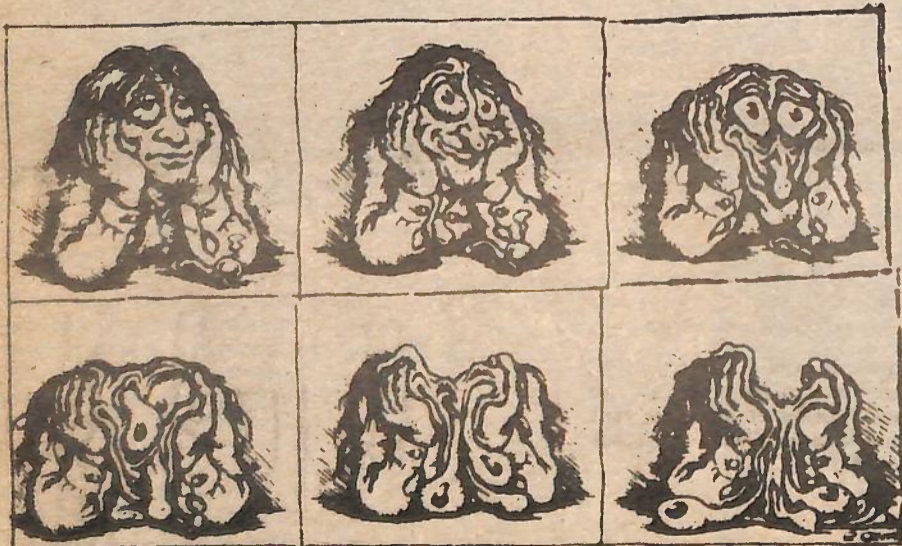
Non, là c'est vraiment trop. Dire encore plus de contre-vérités que le rapport Pelletier n'a pas l'air de déranger les rédacteurs de « **La Drogue, une réalité, non une fatalité** ».

Comme on peut le voir, en janvier 1978 il n'était pas question pour la FEN de dépénalisation des drogues douces. Celle-ci se plaçait dès cette date sur le même terrain que le rapport Pelletier, c'est-à-dire celui de la répression et de l'information tronquée.

« **Il faut condamner tout membre du personnel de l'institution scolaire qui sous une forme ou une autre entraînerait les jeunes à consommer des drogues** », est-il écrit noir sur blanc dans une partie de la conclusion de l'étude.

Sont-ils fous les milliers d'enseignants qui fument du H. ? La FEN n'a-t-elle pas changé de positions sur certaines drogues ? C'est une partie des questions que nous poserons prochainement à des dirigeants de la FEN.

Jean-Luc Bennahmias



L'herbe qui guérit



Tirées d'un manuel de médecine datant du début du siècle, voici quelques recettes réservées aux très grands malades.

Hachisch, chanvre indien.

Le nom de hachisch, qui en arabe signifie herbe, a été donné par les Arabes au chanvre indien, qui est cultivé dans la Haute-Egypte et l'Asie Mineure. Il est employé dans le but de se procurer un genre d'ivresse particulier. A son état naturel, étant seulement broyé, on le mélange avec du tabac et on le fume.

On coupe les sommités afin que les feuilles prennent plus de développement. Après quinze jours on récolte l'esrar. Mélangées avec du sucre ou du miel, on en fait diverses préparations dont les propriétés sont en rapport avec la quantité du principe actif qu'elles renferment.

Son effet habituel est de développer à un haut degré les idées qui existaient au moment de son administration ; cependant on remarque que, sous son influence, l'esprit a une tendance marquée aux idées riantes. Un de ses effets les plus ordinaires est de provoquer des éclats de rire qui durent pendant tout le temps qu'on est soumis à son influence, et dont la durée est de trois ou quatre heures.

Le hachisch employé habituellement abrutit l'espèce humaine. On l'a vanté contre la chorée, les rhumatismes, diverses névralgies et névroses, la migraine, la métrorrhagie puerpérale et le choléra.

On fait une teinture avec un gramme de chanvre indien et cinq d'alcool à 36°. dose : 10 à 40 gouttes. On prescrit l'extrait gras à la dose de 5 à 10 grammes et le kayamesk à la dose de 30 grammes.

Hachischine.

On épuise les touffes de hachisch par l'alcool à 36° bouillant. On filtre et distille au bain-marie pour obtenir les trois quarts environ de l'alcool employé. Ce qui reste est versé dans une capsule à bec que l'on remplit d'eau froide. La résine se trouve alors suspendue dans l'eau et gagne le fond du vase au bout de cinq à six jours. On lave à plusieurs reprises la résine restée au fond du vase,

on la met à sécher au soleil. Elle agit à la dose de 5 centigr. A la dose de 10 centigr., elle produit des hallucinations.

Potion contre le choléra :

Infusion chaude de camomille : 96 gr. ; sirop simple : 32 gr. ; teinture de hachischine : 40 à 50 gouttes. A prendre en une seule fois dans la période algide du choléra.

Extrait alcoolique de chanvre indien :

L'extrait alcoolique du chanvre indien se prépare avec de l'alcool fort. Il est plus souvent prescrit en France que les autres préparations de chanvre. Dose : 5 à 10 centigrammes contre l'insomnie, les rhumatismes, les diverses névroses, les érections nocturnes, l'aménorrhée, la ménorrhée, l'hydropisie.

Solution calmante de chanvre indien :

Bromure de potassium : 10 gr. ; hydrate de chloral : 10 gr. ; extrait de chanvre indien : 10 centigr. ; extrait de jusquiame : 10 centigr. ; eau : 50 gr. Une demie-cuillerée à une cuillerée à café par jour.

Poudre sédative :

Extrait de chanvre indien : 10 centigr. lupulin récent : 3 gr. ; sucre : 5 gr. ; F.S.A : quatre doses, une ou deux chaque soir, à une heure d'intervalle, contre l'érection dans les blennorragies.

P.c. ménorrhagie :

Teinture de canavis indica : 30 gr. ; gomme adragant : 4 gr. ; chloroforme : 4 gr. ; eau : 60 gr. En deux fois.

Pil. lupulin chanvre :

Extrait de chanvre indien : 10 centigr. lupulin : 20 gr. ; F.S.A. : 100 pilules. Deux à trois chaque soir. Aménorrhée accompagnée de migraines ou de douleurs aux époques menstruelles.

(Tiré de la trentième édition du **Nouveau Formulaire Magistral** par A. Bouchardat et G. Bouchardat, 1894).

Salut, Jackie

DES MILLIERS DE FLEURS QUI disent merde, un garçon taciturne qui éclate en sanglots, des blousons noirs constellés d'acier, mais aussi des prolos, des employés, des ménagères. C'est l'adieu ému à Mesrine, ce voleur, cet assassin, qui a écrit : « Je n'ai jamais tué d'innocents ».

Il y a près de cinq cents personnes ; aucun journal ne le dira. « Pas de condoléances » titre crapuleusement France-Soir le lendemain. Dans les étages du magasin proche, des types en imper filment à travers une espèce de treillis. Rumeurs : « Regardez un peu le poulailler ! - Co, co, co ! » Danièle avec moi, coup pour coup, photographie la maison Royce. On attend plus d'une heure. Des blousons noirs arrivent. « Tiens, bonjour, les petits passages cloués ». Ils sont constellés d'acier, les minets, avec une grande gerbe sous papier cristal, et dans le dos « Bande du Rex ». Le scribe de service au Figaro va les déclarer « figurants trop voyants, blousons neufs, bottes neuves, mais là pour quel film ??? ». Ne lui en déplaise, on peut les voir à Saint Ouen où ils ne font aucun cinéma. Le même scripteur me décrira ainsi : « Anarchiste en cape noire avec lilas et textes de la Commune ». J'avais bien la cape et les textes, mais des lilas, c'est pas la saison, confrère ? C'était un peu de lavande, et piquée au Père Lachaise.

Quelle motivation a amené ici chaque personne de ce « cortège hétéroclite » ? Des truands, peut-être, je ne sais ; des flics, oh combien ; des journalistes, reconnaissables. Mais les autres ? Des lecteurs de Libé, de Charlie-Hebdo, de Pierre Goldman ? Oui. Et des gens comme on en voit dans le métro aux heures de pointe, prolos, petits employés, ménagères. Pas des badauds : ceux-là, ils restaient sur le trottoir, en face. Une fille d'allure O.S., à la chapelle, pleure à chaudes larmes. Près de moi, au moment où l'on apporte le cercueil, un garçon taciturne, aux yeux d'un bleu fou, m'entendant murmurer « Adieu, Jackie ! », éclate en sanglots terribles et se perd dans la foule, honteux.

La tombe de l'ennemi-public-numéro-un-sic croule sous la montagne de fleurs, on ne peut même plus lire le nom de Mesrine ; et puisse ma petite lavande survivre à tant de gardénias, d'orchidées, d'œillets de lis, de tulipes et de glaïeuls. Dites-le avec des fleurs : jamais elles n'ont si bien dit MERDE à nos ennemis communs.

C'est sur La Gueule Ouverte il y a trois ans que j'ai publié la critique de « L'Instinct de Mort » et je me souviens que Pierre Goldmann et moi avons été les seuls à en dire du bien.

Je n'oublierai jamais ce qu'il a osé dire, ce voleur, cet assassin : « Condamnez-moi, mais ne me jugez pas. Je n'ai jamais tué d'innocents, jamais volé de pauvres, jamais maltrai-

té un encaisseur, jamais exploité de femmes ». Combien de braves gens, de respectables personnalités ayant pignon sur rue peuvent-elles en dire autant ? Dites, les mordus de la « légitime défense » qui abattent le gosse, le voisin, le conjoint ? Dites, les excellents auteurs de bavures bien baveuses ? Dites, les innombrables dépouilleurs du travail et les organisateurs des génocides ?

Manson, dont les crimes furent atroces, a eu un mot profond : « Je vous fais peur parce que je suis votre propre folie ». Lacenaire du vingtième siècle, Mesrine qui se considérait comme « en guerre » tua : des truands comme lui, des flics. C'est ce qu'il appelait : « ne pas tuer d'innocents ». Se trompait-il si gravement que ça ? Mais en tout cas le fait de verser le sang demeure. Oui. Et c'est là que la « folie » individuelle fait si peur à celle des princes qui nous gouvernent, et du crémier du coin style Monbeau'f qui la porte en germe, et n'attend que le pouvoir, en astiquant sa carabine à la Roméro : tendre à autrui son propre visage comme un miroir d'ombre, c'est là l'offense impardonnable, car il y lit sa propre tête de mort. Et c'est aussi l'acte anarchiste par excellence.

Macho, Mesrine ? Rouleur de mécaniques ? Mégalo ? Oui, tout ça et plus encore, je veux bien. Mais pas la simple brute, le gros voyou pas chanceux, pas une trop primaire « victime de la société parmi les autres ».

L'effet Mesrine n'est pas évanoui ; il commence à peine. Un



commando inconnu vient de prendre son nom pour attaquer la prison de Tarbes, et feint de plastiquer la Préfecture des hautes-Pyrénées. Mieux encore : Sabrina et sa grand-mère, perdant décidément toute pudeur et passant les bornes de la provocation, ont décidé de porter plainte contre X pour assassinat. Il y a vraiment des gens sans complexes, M. Broussard. Comme si Sylvie Jeanjacquot portait plainte pour coups et blessures sans intention d'entraîner la mort. Et la S.P.A. pour le caniche, non ? Je vous dis.

Salut, Jackie ! Tu n'es pas Baader, non. Ni Goldman. Ni personne d'autre que toi-même. C'est justement pour ça que j'ai été à ton enterrement, les textes de la Commune sous le bras plein d'histoires d'assassinés qui te ressemblent, ces textes. Il suffit d'être toi pour porter ce glaive, la honte, au cœur des meurtriers qui te survivent et qui n'en reviennent pas. Accusation éclatante contre la société, et d'autant plus fulgurante que tu fus parmi ses privilégiés et que tu l'as vomie quand même, jusqu'au sang ; ton épitaphe la plus signifiante, c'est ainsi que je la voudrais : la guerre en-re l'Etat et l'individu est déclarée.

L'anar en cape noire et lilas et ex es de la Commune P.C.C.
Françoise d'Eaubonne



Petites nouvelles des prisons

J'AI EU LA DÉSAgréable surprise de me voir refuser par le service compétent l'achat d'une boîte de coton-tiges. Le bon de commande m'est revenu ainsi annoté : « Reje - 17/10/79 - Signature de l'autorité concernée ». (...) Je crois qu'il est nécessaire tout d'abord de vous rappeler en quoi consiste un coton-tige. Eh bien, comme son nom l'indique, il s'agit tout simplement d'une tige que surmonte une boulette de coton. Mais à quoi peut servir un tel objet ? La réponse est également bien simple : on l'utilise généralement pour se recurer les oreilles ; je ne lui connais pour ma part aucune autre destination. Simple mise au point, mais je crois qu'il fallait la faire, le coton-tige n'a rien à voir avec une scie à métaux ! Il est vrai qu'avec un peu d'imagination, on peut voir dans le coton-tige un outil dangereux, dont la présence ne saurait être tolérée dans l'enceinte d'une prison (...) C'est en tolérant de tel abus qu'on arrive rapidement au désordre et à l'anarchie ! (...) Et puis, dans le fond, pourquoi se laver les oreilles ? Eh bien, dehors, ça se fait... du moins personnellement je le faisais. Evidemment, je sais, ce n'est peut-être pas une raison suffisante. Dehors, les gens sont libres, ici, nous sommes détenus ; et si l'on est détenu, c'est bien pour ne pas avoir les mêmes droits que les gens du dehors. Cela va de soi ! Sinon, la détention ne servirait plus à grand'chose (...).

Bien sûr, le fait de m'exprimer librement et de faire en sorte que ma revendication aille au-delà des murs de la Santé pourrait me valoir un séjour en QHS, j'en suis conscient. Dans ce cas, Monsieur le Directeur, je ne pourrais que m'incliner devant votre décision. Toutefois, un problème se pose alors. Je ne saurais pénétrer dans ce saint lieu qui est le plus beau fleuron, la création la plus réussie et la plus éclatante de la brillante administration dont vous avez l'honneur d'être le représentant, en ayant les oreilles sales. Alors, de grâce, donnez-moi auparavant

mes cotons-tiges afin d'éviter le sacrilège ! (...) Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à mes sentiments les meilleurs.

En direc: du QHS de Bourgoin

Je suis au cachot depuis le 7 novembre à 16h30.

Avec Antoine Wylzinsky et Claude Lebon, nous avons refusé de sortir à la fin de la promenade parce que nous voulions voir le chef, lui donner une liste de revendications et protester par ce refus de monter, parce qu'il avait traité deux fois un délégué de « fumier ». Les matons ont dit : « pas question de chef », alors ils sont rentrés à 7 dans la cour et ça a été la mêlée mais... en grand courageux, le brigadier pendant qu'on se baggarait un peu avec eux, nous a balancé de la lacrymogène dans les yeux.

Résultat de l'opération : le petit doigt éclaté (il faudra trois jours à l'administration pour faire venir un médecin) nécessité : 4 ou 5 points de suture, un hématome au front, un autre au sein gauche et tous les trois au cachot.

Taleb Hadjadj, condamné à la détention à perpétuité et auteur de cette « chronique », a été condamné à 30 jours de cachot, 3 mois d'isolement (il est déjà en QHS) et s'est vu menacé d'un transfert à Mende, le QHS des QHS.

Souhaitons qu'il s'abstiendra par la suite, et ses petits camarades avec, de réclamer : 10 minutes de relation libre à chaque parloir, avec ses enfants - pour les parloirs mensuels, une durée de trois heures systématiques - quand un représentant du personnel parle la langue, que le détenu puisse s'exprimer dans sa langue - le droit, une fois par mois, aux relations sexuelles avec sa femme ou son amie.

Car, on ne le dira jamais assez, la masturbation rend sourd, ce qui renvoie à l'emploi des cotons-tiges !

Ca herine Leguay

Le pull-over rouge

IL N'EST NI MANICHÉEN, ni simpliste, ce film de M. Drach qui a déjà fait couler à droite un flot de paroles vengeresses et permis de respirer quelque odeur de gaz fumigène dans des salles de cinéma parisiennes et lilloises... A gauche aussi, la critique a été de rigueur, et pourtant...

Le parti pris de M. Drach y est évident mais il est celui qui se dégage de l'ouvrage de G. Perreault. Mettre à jour le contexte hystérique qui prévalait tant dans le monde policier et la magistrature que parmi la population. Radiographier ces atmosphères qui tissent la trame des « affaires » judiciaires pour mettre à jour les dimensions multiples qui créent les dossiers d'instruction, subornent le verdict des jurés. L'image est un moyen de communication rapide, la démonstration n'échappe donc pas au phénomène. C'est l'essentiel, condensé en images, que M. Drach fait passer, car lire Perreault, c'est nécessairement extraire l'essence de ce qui a été mis en scène.

« Réhabilitez-moi », a crié Ranucci à ses avocats, lorsque pieds et poings liés, les gardiens l'ont porté jusqu'à la guillotine. Cri de l'innocence, certes. Néanmoins, M. Drach n'a pas esquissé les flous et les contradictions de cet accusé-coupable, et n'est pas, contrairement à ce qui a été écrit dans la presse de gauche, parti du postulat de l'accusé-innocent. Il n'a fait que suivre l'évolution personnelle des déclarations et thèses de Christian Ranucci lui-même, fidèle en cela même au livre, à l'homme dont tous deux, et Perreault autant que Drach, laissent apparaître, qu'il fut victime de lui-même comme de la justice, de la police et de l'opinion publique déjà dans les trames de l'affaire Patrick Henri.

C'était le but et il importe de dire qu'il est atteint. Jamais je n'avais entendu autant de réactions dans les salles obscures et assisté à autant de débats sur le trottoir, en fin de projection.

Ce cinéma-là mérite d'être salué.

Catherine Leguay

Causes toujours, on s'en fout...



LA JEUNESSE POSE PROBLÈME au Parti Communiste Français. Depuis la rentrée scolaire 1979, les Jeunesses Communistes n'ont pu lancer aucune action d'envergure. «Avant-Garde», l'hebdo des J.C., a cessé de paraître pour quelques mois. Ses ventes se situaient entre 5 et 6000 exemplaires ce qui, compte tenu des soi-disants 100 000 adhérents J.C., était fort ridicule. Le comité central du PC qui s'est tenu les 7 et 8 novembre 1979 a donc adopté un long rapport de C. Fiterman «pour que la jeunesse prenne toute sa place dans le combat de classe».

Le Parti Communiste explique d'abord que la jeunesse va jouer un rôle considérable dans les mois qui viennent et qu'il faut donc en cette période de crise aiguë la remettre dans le droit chemin, « cette situation de crise conduit de nombreux jeunes à se placer résolument du côté de ceux qui combattent les dirigeants et la logique impitoyable de cette société. Leur participation aux mouvements sociaux de la dernière période est massive, qu'il s'agisse de luttes générales (sidérurgie, etc.) ou spécifiques (morts) ».

L'ennui pour le PC, c'est que ces jeunes qui luttent, on a bien du mal à les contrôler et cela

l'embête bougrement. « Il n'est pas rare aujourd'hui que cette situation entraîne non seulement un rejet de l'exploitation mais un rejet du travail... »

Le PC s'est aussi aperçu que les femmes fournissent la majorité des jeunes chômeurs, qu'elles sont plus défavorisées que les garçons, que leur volonté de lutter, d'égalité, de libération s'affirment mais malheureusement que là encore « des efforts sont faits pour restreindre le champ de leurs luttes et les isoler derrière le drapeau d'un féminisme étriqué et exclusif ». Les féministes du Parti qui participent activement au mouvement des femmes apprécieront !

Décidément les jeunes sont bien difficiles à récupérer à notre époque mais en plus « pour eux le nucléaire devient synonyme de bombe atomique, l'informatique de mise en fiches, la croissance de l'économie et la démographie de chômage, l'usine de pollution ». Et s'ils pensent comme ça, s'ils se droguent, s'ils sont délinquants, c'est de la faute à qui ? Vous ne devinez pas, c'est de la faute à Libération, « cette idéologie qui rabaisse la liberté à l'expression de toutes les pulsions d'un individu apparemment maître de ces décisions mais en réalité complètement manipulé. Une idéologie dont un journal comme « Libération » s'est fait le promoteur vient à point nommé donner à cette entreprise une couverture « progressiste ».

Ah, la jeunesse, c'est bien utile pour le Parti, mais quelle difficulté pour la comprendre et la faire adhérer. Et comment faire pour qu'elle ne lise plus ce brûlot qu'est Libération. Comment lui faire croire que l'Humanité est le seul journal qui dit la vérité ?

Avant les législatives de 1978 une partie de la jeunesse avait bien cru au programme commun, mais maintenant ? « Les illusions et les confusions, les défauts que nous avons constatés de manière

générale n'ont pas épargné ce mouvement de lutte. Il semble même l'avoir marqué plus fortement... » répond le Parti. Alors, pour remédier à tous ces maux, le Parti se propose de relancer activement les activités des jeunes communistes. Quatre grandes orientations sont proposées pour favoriser les luttes des jeunes.

Ecoutez bien les jeunes, c'est pour vous. Il vous faut défendre vos droits, changer la société, bâtir un nouveau monde, vivre une vraie vie d'être humain.

Rien de nouveau dans tout cela. On peut difficilement ne pas être d'accord. Tout dépend de la manière dont on va les faire ces changements. Mais quand par exemple C. Fiterman dévoile dans son rapport que « les problèmes de la vie dans la cité seront réglés par la vie associative, sportive, etc... mais aussi par l'obtention efficace de la police, d'abord en vue de la prévention et si nécessaire d'une répression à laquelle il lui appartient de procéder. Nous avons des propositions en ce sens ». On peut déjà penser que les JC n'ont pas fini de ramer. La répression policière, même dans un régime socialiste, ça ne lui plaît pas à la jeunesse.

Jean-Luc Bennahmias

Radicaux internationaux

UN CONGRES DU Partito Radicale, et plus encore celui qui s'est tenu à Gênes du 31 octobre et 4 novembre, ressemble la plupart du temps à une foire qui expose une tripotée de programmes politiques alternatifs. Pour s'y reconnaître, faut avoir des ancêtres vers luisants. Ainsi, chaque année à la Toussaint, le Congrès (autant dire la base militante) redéfinit sa stratégie pour l'année suivante, renouvelle ou reconduit ses cadres, vote à tour de bras, discute durant quinze heures d'affilée. On passe son temps à se définir par rapport à toutes sortes de programmes, de suggestions, de messes basses. Tout programme a son défaut inhérent, mais un programme, ça peut toujours être amélioré sous forme de motions et d'amendements à la motion finale. Dans tous les cas, on cherche l'unanimité pour soutenir le meilleur pro-

gramme qu'on trouve sur le marché, d'où discussions passionnées et passionnantes.

Pour nous, radicaux français, belges, danois, hollandais, notre présence à Gênes était destinée à accentuer la caractère international des luttes du Partito Radicale. En effet, face aux menaces de plus en plus précises qui pèsent sur les libertés démocratiques (en particulier les libertés d'opinion et d'expression) dans tous les pays européens ; face à la création d'un espace judiciaire européen ; face à la répression que subissent les insoumis et les objecteurs de conscience ; face à la volonté des gouvernements européens de renforcer les équipements militaires sur le territoire des pays liés par l'Alliance atlantique ; face à la pénalisation et aux réglementations restrictives du droit fondamental des fem-

mes au libre choix en matière d'avortement, de tous les individus en matière de drogues, nous avons obtenu du XXIIème Congrès du Partito Radicale qu'il renforce concrètement sa dimension internationale :

- en soutenant et en participant aux actions des radios libres,
- en menant dans chaque pays une campagne pour le droit aux référendums d'initiative populaire,
- en lançant une campagne dans tous les pays pour l'abolition des Tribunaux Militaires et la libération de tous les insoumis, axée dans un premier temps sur la libération de Jean Fabre,
- en soutenant la manifestation internationale organisée les 8 et 9 décembre à Bruxelles, contre l'installation dans les pays européens membres de l'OTAN de missiles à tête nucléaires Cruise et Pershing, et pour

le retrait des missiles soviétiques SS20, - en assurant les moyens politiques et financiers à l'organisation par l'Association de Bruxelles d'un Congrès européen pour la dépénalisation de l'avortement, au printemps 1980, - en appuyant sur le terrain les campagnes lancées en France, en Belgique et en Espagne pour la dépénalisation du cannabis,

Pour concrétiser ces luttes, pour les rendre tangibles et efficaces, pour dépasser le stade verbal où se complaisent tant de politiciens, les radicaux italiens lancent un appel à toutes les associations, organisations et individus susceptibles de s'investir dans les campagnes en cours. Un numéro de téléphone à Paris : 548 66 38.

Mandrin

Tristes intégristes ou Les Intétristes

VENEZ NOMBREUX EXPRIMER publiquement et solennellement votre conviction et votre résolution de protéger la vie et de promouvoir une société accueillante à l'enfant ainsi que votre refus du maintien de la loi sur l'avortement ».

Samedi 17 novembre, 14 heures, au pied de la tour Montparnasse, la France intégriste prend sa revanche. Ils (elles) sont là, de 10 000 à 20 000 personnes, à avoir répondu à l'appel des associations «Pour le respect de la vie», anciennement «Laissez-les vivre». Sûr que la «société accueillante à l'enfant» que nous préparons ces manifestants, on a bien du mal à y croire. Voir tous ces jeunes mecs à cheveux courts et lodens verts encadrer la manifestation, voir ces groupes de bonnes-sœurs au visage blême et sinistre, voir ces jeunes bourgeoises au sourire pincé ne feraient certainement pas plaisir à beaucoup d'enfants.

«Sauvez les enfants», «La cause des femmes, c'est d'abord la cause des enfants», «L'avortement tue», Giscard, Veil, Chirac criminels», plus la manifestation avance, plus les slogans deviennent durs, voire fascistes.

Quand les manifestants passent devant la FNAC, quelques centaines de personnes, jeunes pour la plupart, se regroupent spontanément pour crier «**Avortement libre et gratuit**», «**Les fascistes dans la rue**». Ce qui a tendance très rapidement à énerver le sinistre et nombreux service d'ordre. Quelques heurts ont lieu entre les deux groupes avant que les grands chefs du SO ne viennent calmer difficilement leur troupe.

Ils sont contents, les organisateurs de la manifestation. C'est une réussite. Ils ont réuni dans la rue pour la première fois depuis longtemps les différentes organisations d'extrême-droite, des catholiques intégristes, des partisans de la nouvelle droite. On reconnaît aussi aisément dans la foule les adeptes d'Hare Krishna qui sont venus avec leurs enfants, leurs tambours et leurs gueules d'illuminés.

«**Veil, Giscard, Chirac, assassins**» crient les manifestants de plus en plus galvanisés à l'approche du Parlement. Le cortège s'arrête. Les jeunes fascistes ne l'entendent pas ainsi. Ils débordent leur propre service d'ordre et emmènent toute la manifestation juste en face de l'Assemblée. Les flics, nombreux, mais très calmes pour une fois (NDLR : comme c'est bizarre !), laissent faire et encadrent simplement la fin du rassemblement.

Un véritable petit facho parfait rasé avec son blouson kaki et ses rangers, hurle dans la sono pour conclure. Un jeune juif prend sa suite. On se demande comment il a pu se fourvoyer dans un tel rassemblement. Il n'entendait sans doute pas les remarques à son sujet qui circulent dans la foule dès son apparition.

«**Quoi, un juif qui parle, mais ce n'est pas possible...**», «**C'est bien parce qu'il est contre l'avortement que je l'applaudis, parce que sinon les juifs...**», «**T'as vu son nez !**». C'est authentique et carrément ignoble. Pendant ce temps-là, des groupes d'intégristes chantent des Ave Maria bien vite recouverts par des slogans.

Je n'en peux plus, tout cela m'énerve de plus en plus. Dans ce périmètre, la concentration de fascistes au m² dépasse les limites du supportable. «**Protégez les mères contre l'égoïsme collectif**» proclame la dernière banderole que je vois juste le temps avant de reprendre le métro.

Il n'empêche que ces dizaines de milliers de manifestants anti-avortement risquent de faire oublier la manifestation massive des femmes du 6 octobre.

Celle du samedi 24 novembre n'en a donc que plus d'importance. Ce jour-là, une trentaine d'organisations appellent à manifester à 14 heures de la Bastille à l'Assemblée Nationale pour exiger :

- L'abrogation de la loi de 1920 et la dépenalisation totale de l'avortement.
- le refus de toute loi restrictive,
- l'avortement-contraception libre y compris pour les mineures et les étrangères, gratuit et remboursé par la Sécurité Sociale,
- la création de centres avortement-contraception-sexualité correspondant aux besoins, avec droit de contrôle des femmes,
- contre toute utilisation abusive de la clause de conscience qui renforce la hiérarchie médicale et nie le droit des femmes à décider,
- pour la possibilité effective d'avorter dans tous les hôpitaux publics.

C'est le 29 novembre qu'aura lieu le vote sur l'avortement à l'Assemblée Nationale. A vous de voir ce qu'il reste à faire.

Jean-Luc Bennahmias



Elles n'en descendront pas moins dans la rue

Choisir, l'Ecole Emancipée, le SMG, la FA, LO et des dizaines d'unions locales et régionales des syndicats CFDT et parfois CGT.

Pas qu'à Paris, pas seulement le 24 que des femmes descendent dans la rue. A Aubenas, en Ardèche, le 17, elles étaient dans leurs rues, les femmes, pour la liberté de leur maternité et le droit de disposer d'elles-mêmes.

De même à Nancy, et en vélo, s'il vous plaît.

A Aix, elles ont même projeté des films et organisé une garderie pour pouvoir discuter tranquillement.

A Sarlat, tous les soirs de 17 à 18h, elles s'organisent pour marcher le 24 sur Paris.

A Granville, toujours pour la même cause, elles font du théâtre le dimanche.

A Bordeaux, plus traditionnellement, elles avaient organisé un meeting le 17.

A Versailles, elles se sont rassemblées le 17 devant l'hôpital pour obtenir l'ouverture d'un centre d'IVG.

A Toulouse le 19, elles préparaient le 24.

A Marseille aussi, mais en plus, elles lâchaient des ballons sur les marchés. Et la coordination lycéenne s'organise aussi pour y aller de son cortège fleuri.

C'était les petites nouvelles de feu le mouvement des Femmes qui n'en finit pas d'expirer.



Les organisations qui appellent à la manifestation sont : la coordination des collectifs avortement-contraception, la coordination du 7 octobre des groupes femmes, le MLAC, le mouvement Jeune Femme, le MAS, le MJS, le PS, les JCR, les CCA, le PSU, la LCR, l'OCT, le PCML, le PCRML, l'UTCL, la MNEF,



Golfech

La mairie a encore frappé

DANS LA SÉRIE «**LA mairie sur roulettes a encore frappé**», voici les dernières nouvelles de Golfech.

S'il est un endroit où l'on refuse unanimement le projet d'implantation d'une centrale, c'est bien à Golfech. On sait que suite au refus de la municipalité d'accueillir les dossiers d'enquête d'utilité publique, le gouvernement a mis en place des camionnettes intitulées «Mairies Annexes» (voir la GO du N°286). On saura désormais que le samedi 3 novembre, des gardes mobiles ont soigneusement tabassé des manifestants (hommes, femmes, vieillards et enfants) tout à fait pacifiques, et assis par terre. On saura de même que suite à ce haut fait, la population d'Auvillar est descendue dans la rue huer les forces de l'ordre qui se sont éclipsées sous les insultes.

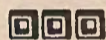
On saura de plus qu'à Valence d'Agen, les gardes mobiles ont procédé à un véritable bombardement de lacrymogènes sur des gens, toujours assis, qui ne faisaient que chanter ensemble.

On apprendra ensuite que le samedi 17 novembre, ils ont récidivé. Qui, ils ? les mêmes, qui ne voulaient décidément pas que la mairie annexe fasse sa petite promenade. Alors les mêmes en uniformes les ont fait démarrer à coup de lacrymos. Il y en aurait même un qui se serait blessé avec sa petite grenade. Du coup, ils ont interpellé quatre manifestants de la région. Na ! pour confrontation, le quatrième !

Celui-ci aurait été quelque peu malmené, l'aurait dit à un médecin, et aurait fini par porter plainte. Tout ceci à cause d'un amnésique. D'un amnésique ? Oui, car les habitants de toute la

région autour de Golfech n'ont pas oublié que leur chef d'Etat avait annoncé «qu'il ne saurait être question d'imposer le nucléaire aux populations qui le refusent», puis qu'il a oublié.

Et comme ils n'ont pas la moindre envie qu'un amnésique pour ne pas dire un menteur, leur fasse la loi, alors qu'ils ont unanimement refusé l'implantation de la centrale, ils le font savoir. Et ils ont raison. Car pour vivre en paix, désormais, ils devront se battre contre la violence policière, déclenchée, orchestrée et imposée par le gouvernement, qui compte même grossir les effectifs des forces de l'ordre «autant que nécessaire»...



24 - 25 NOVEMBRE 1979

**DEUX JOURNÉES
ANTINUCLEAIRES
A
GOLFECHE
(TARN-ET-GARONNE)**



Samedi 24 :

9h : rassemblement à Golfech. Visite des mairies. 14h : Caravane anti-nucléaire. Départ de Valence d'Agen. Visite de ... 21h : Bal occitan à Valence d'Agen.

Dimanche 25 :

14h : Rassemblement à Valence d'Agen (Hall J. Baylet). **Grande Marche sur Golfech**. Feu de joie avec les dossiers de l'enquête.

Hébergement sommaire assuré. Amener son sac de couchage.



centrale nucléaire de Golfech

Le 22 octobre a commencé dans le Tarn-et-Garonne et dans le Lot-et-Garonne, l'enquête préalable à la déclaration d'Utilité Publique pour l'installation d'une centrale nucléaire de 4 x 1300 Mégawatts à Golfech.

Cette enquête se terminera le 21 décembre 1979. Et pourtant :

- la population locale s'est prononcée à 80% contre ce projet par un référendum, il y a quelques années.

- le Conseil Général du Tarn-et-Garonne et le Conseil Régional de Midi-Pyrénées se sont aussi prononcés contre ce projet,

- neuf des douze municipalités concernées par l'enquête ont refusé d'accueillir les dossiers dans leurs mairies.

C'est dans ce contexte qu'un mouvement d'opposition se développe rapidement à l'heure actuelle. C'est pour renforcer et soutenir cette opposition que les 24 et 25 novembre aura lieu une manifestation à Valence d'Agen (à 3 km du site). Durant ces deux jours auront lieu une caravane d'information dans les villages, des interventions diverses, des

projections de films, et un bal le samedi soir.

Pour aider le mouvement de refus contre cette centrale, vous pouvez venir à la manifestation bien sûr, mais aussi vous procurer des lettres de soutien aux municipi-

palités opposées au projet et des bons de soutien (10F) à CANG, 33 rue Guilhem, 82400 Valence d'Agen (Crédit Agricole n° 88107639070) ou à Comité Anti-Nucléaire, Librairie «La Mandoune», 12 rue Gillacque, 82000 Montauban.

PETITION CONTRE LE PROJET DE CENTRALE NUCLEAIRE A GOLFECHE (Tarn-et-Garonne)

ATTENDU que la construction à **GOLFECHE** d'une centrale nucléaire de 5200 MWe constituerait un grave danger pour la région :

- Rejets de matières radioactives dans l'air et dans l'eau.
- Panaches nuageuses dus aux tours de refroidissement qui perturberaient les conditions climatiques locales; par exemple, diminution de l'ensoleillement de 200 heures.

- Lignes électriques à très haute tension gênant ou neutralisant les activités agricoles par des couloirs de lignes de 100 mètres de large ou plus.

- **Tout cela porterait gravement atteinte à l'économie locale.**
- En cas d'accident, des villes comme AGEN, CAHORS, MOISSAC, MONTAUBAN, AUCH, TOULOUSE et leurs environs pourraient être atteintes.

ATTENDU que, depuis longtemps et à plusieurs reprises, la population et les municipalités concernées, le Conseil général de Tarn-et-Garonne, le Conseil régional Midi-Pyrénées se sont prononcés contre l'implantation d'une centrale nucléaire à **GOLFECHE**.

NOUS DEMANDONS que les crédits prévus pour la réalisation de la centrale nucléaire de **GOLFECHE** (20 milliards de NF) soient affectés à la lutte contre le gaspillage d'énergie, particulièrement d'électricité, et au développement des énergies renouvelables et non polluantes, énergies dont la réalisation peut se faire facilement et tout de suite.

**NOUS SOMMES SOLIDAIRES DES CONSEILS MUNICIPAUX
QUI REFUSENT L'ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE**

NON AU SIMULACRE D'ENQUETE A LA CENTRALE DE GOLFECHE

Nom
Prénom A., le.....
Adresse
Signature :
.....
.....

Envoyez la lettre type ci-jointe à
Monsieur Le Maire de Golfech
82430 Golfech -

Nous vous rappelons que **TOUT CITOYEN FRANÇAIS, D'OU QU'IL SOIT, QUEL QUE SOIT SON AGE**, peut manifester son opposition dans le cadre d'une telle enquête.
NOUS DEVONS ETRE TRES NOMBREUX A SOUTENIR LES MAIRES.

N.B. - Si vous avez besoin d'autres exemplaires de cette lettre, pour vos amis et connaissances, vous pouvez vous adresser à :
- Coordination régionale antinucléaire Golfech, 33, rue Guilhem, 82400 VALENCE-D'AGEN.
- Association toulousaine d'écologie, 3, rue Danton, 31400 TOULOUSE.
Le soutien financier est à envoyer à la Coordination régionale, à l'ordre du Comité antinucléaire de Golfech (C.A.N.G.), compte Crédit Agricole numéro 88107639070.

Hebdomad'elles

DE MENSUEL, Femmes en mouvement devient hebdomadaire. J'ouvre sans préjugé. Première impression agréable : la vie de la lutte des femmes, un peu partout. L'abondance d'infos me fait passer sur ce qui m'agace toujours un peu, le style « Les Précieuses Radicales ». Il est question d'Astrid Pröll, de la grève des bébés (que lance à Toulouse un groupe ami d'Ecologie-Féminisme), des tartufferies natalistes de notre nouvelle ministre du beau sexe, Monique Pelletier, d'une parole de femme arable qui dit qu'être dehors, à Alger, quand on est une femme, est toujours le cauchemar ; bon...

Mais arrivée à la page 26, ça se gâte. Et vachement. Qu'est-ce que

c'est que cet immense texte de Serge Le Claire au premier symposium international de Tbilissi sur l'inconscient en URSS ? Qu'est-ce que c'est que cette interview de la suave Elisabeth Roudinesco, intitulée « Faire passer Freud en URSS », où l'on peut lire : « Je n'ai aucune haine contre le Parti » ?

**PSYKEPO OU
PSY-KAPO ?**

Je me demande comment Psyképo peut récupérer si ingénument le sigle et l'hymne du MLF, comme si le MLF était uniquement et essentiellement, (essentiellement) Psyképo ? N'importe qui le sait, le MLF, c'est toutes les

femmes en luttés et en mouvements, partout, dans les quartiers, les entreprises, la famille, l'écologie, les mouvements antimilitaristes, anti-taules, anti-natalistes, anti-patriarcat sous toutes ses formes, y compris les mouvements anti-psy qui croient le divin message du père Freud un peu dépassé, pardon ! et qui se foutent des crypto-choses de Lacan, qui veulent la vie, pas la survie, et l'autonomie, pas la dé-solidarisation. Et pour qui le vieux PC est le Judas charognard, voir nos sœurs de Elles voient rouge, le meilleur uppercut de gauche du patriarcat.

Ramener Ségué et Freud de conserve avec Lacan, Chapeau ! (Sans bombeuse).

Françoise d'Eaubonne

SUR LE TERRAIN

adhérents et 12F pour les extérieurs. Pour renseignements : Centre de Loisirs Léo Lagrange, 43 Bd Henri Sellier, 92150 Suresnes. (506 13 10).

Papiers

DANS LE NUMERO DE novembre de Partis pris qui vient de paraître, nous lançons un grand débat sur les maux de l'extrême gauche et sur quelques idées pour en sortir. On y parle de ce qui a été dit dans un peu de temps, sans compter une part importante du courrier. On y parle des œillères de l'extrême gauche, de l'écologie, de l'étouffement du mouvement féministe au début du siècle par le mouvement ouvrier, de libération, de la recherche des convergences. Et puis dans ce n° il y a bien d'autres choses. **Partis pris** en vente dans les bons kiosques et les bonnes librairies, mais aussi par abonnement. Prix 70F, chèque à l'ordre de la SEP, à envoyer à PP, 1 rue Keller, 75011 Paris.

LE MONDE LIBERTAIRE, hebdomadaire de la Fédération Anarchiste annonce qu'il fera paraître un supplément de 4 pages dans son n° 333 du jeudi 22 novembre consacré à l'éducation libertaire. Principaux chapitres abordés : l'éducation autoritaire, structure fondamentale de l'aliénation ; éducation et révolution ; les jusqu'aboutistes de la liberté de l'enfant ; l'illusion pédagogique ; les concepts clés de l'éducation libertaire.

DEUX PUBLICATIONS sont éditées par un groupe militant de la Fédération Anarchiste afin de mieux connaître les théories trop souvent dénigrées par des hommes qui n'en connaissent pas même les grandes lignes. **Volonté anarchiste** est une collection de brochures dont le 1^{er} n° est paru en décembre 1977 et qui est actuellement à son 8^{ème} numéro (10F le n°, abonnement 8 n° : 80F). **Collection anarchiste** est une collection de livres lancée en juin de cette année et dont le n° 2 « Avertissement aux propriétaires » de Proudhon est la suite du célèbre « Qu'est-ce que la propriété ? » (le n° 35F). La publication régulière de brochures et de livres est une tâche ambitieuse en cette période où les différentes formes d'expression sont politiquement et économiquement menacées. Editions du groupe Fresnes-Antony de la Fédération Anarchiste, 34 rue de Fresnes, 92160 Antony.

BOUJIMIE. Nous cherchons à réunir des témoignages, textes, poèmes, dessins... pour constituer un dossier sur la boulimie - au féminin comme au masculin. Dire la solitude dévorante, le vide de nos ventres, le gavage compensatoire... et comment en pleine connaissance des régimes multiples et parfois dogmatiques, trouver l'écoute de nos corps. Merci d'envoyer tous vos petits papiers à Sophie et Josette, Tesson, 17220 Saint-Christophe.

CPCA. Le n° 5 du bulletin du Centre de Propagande et de Culture Anarchiste est paru : 20 pages comprenant un dossier sur la presse libertaire en France, les problèmes qu'elle rencontre, la disparition de Front Libertaire, les nouvelles publications ; un compte-rendu de la 1ère rencontre internationale des revues anarchistes qui s'est tenue à Lyon en juin dernier ; une présentation de deux principales revues italiennes **Revista A** et **Volontà** ; un mot sur la presse ouvrière libertaire ; les derniers livres anarchistes parus, un compte-rendu de quelques-uns d'entre eux ; le journal **Handicapés Méchants** ; la conférence internationale sur la Dissidence, le Consensus et la Répression. Le collectif rédactionnel entend poursuivre et élargir son travail d'information sur le mouvement libertaire et ses moyens d'expression. Pour cela nous avons besoin du soutien de tous ceux et de toutes celles qui se retrouvent dans la lutte anti-autoritaire et anti-capitaliste et qui éditent journaux, revues, brochures... afin que nous informions le mouvement et ses sympathisants de vos projets et luttes. Nous avons

besoin toujours de soutien financier, un bon moyen, l'abonnement : 20F 5n°, la collection du n° 1 au n° 5 : 15F. Mais on peut toujours donner plus ! Le n° 4F. A l'ordre de J.C. Canonne. Pour nous écrire : CPCA, 94190 Villeneuve St Georges.

LES PETITS PACHYDERMES n° 5 vient de paraître, journal bimestriel d'information des associations de Beauce. Réalisé par le Mouvement Ecologique Beunois, Amnesty International, le groupe femmes de Beauce, Nature et Progrès-Beauce, l'Association Beunoise d'aide aux Migrants, ce journal est très proprement imprimé et illustré et vous relatara les pollutions de Beauce par les ferrites, la fermeture de ligne Chagny-Autun, des chiffres d'Amnesty International et des témoignages de tortures au Paraguay, le procès d'antinucléaires à Chalon-sur-Saône, la prévention de la pollution mercurielle, etc. le n° 30F, abonnement à partir de 15F. Les Petits Pachydermes, MJC, 21200 Beauce.

UTOVIE poursuit son travail d'édition-différence. Les collections de livres d'enfants, de livres techniques, de romans hors Goncourt se portent bien. Deux essais viennent de paraître dans la collection « Pour que la joie demeure » dont la galette des rois pauvres et la voix nord-américaine. Michel Prothon l'auteur de ces deux ouvrages prépare une étude similaire sur le mouvement français et collabore à la revue **Tripot** ainsi qu'à l'encyclopédie d'**utovie**, est boulanger de profession. Il travaille actuellement à mettre en route une boulangerie écologique dans la Drôme. édition Utovie, 64260 Lys. CCP Utovie 485A 75J Bordeaux.

CANARDS PARALLELES, BD, revues de poésie... Ayant déjà fait paraître un guide-répertoire en avril 79 qui a rencontré un intérêt relatif mais existant (la G.O., Libé, Charlie Hebdo en ont parlé) je ne sais si les acheteurs ont été satisfaits ou non. Mon désir est de faire paraître d'ici début 80 une mise à jour envoyée à tous ceux qui ont acheté la 1ère édition. Pour votre intérêt et pour savoir que vous n'êtes pas tout seuls et pour que l'on vous connaisse envoyez-moi vos coordonnées et un ou plusieurs n° de votre fanzine. Une seconde édition plus complète sera publiée en 80. Denis Olivier, Fougère 16170 Le Chatelet.

LIBRAIRES, EDITEURS, écrivains et dessinateurs, ceci vous concerne. A compter de janvier prochain, je serai VRP de l'édition parallèle artisanale. Je serai donc présent au cours des fêtes, salons, foires bio, écolos et autres et surtout, je parcourrai les routes de France sur 50 départements du Sud, la limite nord étant en gros La Rochelle, le Mans, Orléans, Nevers, Dijon. Cela représente environ 200 librairies. Je travaille pour les éditions d'**Utovie** et désire prendre en diffusion d'autres ouvrages. Déjà plusieurs petits éditeurs ou des auteurs auto-édités ont trouvé un terrain d'accord avec moi. A noter que j'ai déjà bossé au cours des six derniers mois sur Nevers, Moulins, Montluçon etc. Quant à vous, libraires, si vous souhaitez me voir, écrivez à Denis Olivier, Fougère 16170 Le Chatelet.

Insurgés

DU NOUVEAU A RENNES, du nouveau dans la non-violence. Avec le printemps 79 s'est créée une association sur Rennes qui a pris pour nom « Maison d'Information pour la Non-Violence ». Elle s'est donnée pour but : La rencontre des personnes et organisations qui s'intéressent et travaillent pour le développement de la non-violence ; l'information et la recherche pour faire de la non-violence une réalité sociale. Cette association est ouverte à toutes les sensibilités de la non-violence. Elle dispose d'un local (32 rue St Malo) qui sert de centre de documentation et d'information avec une librairie, une bibliothèque... Il y est

tenu des permanences permettant l'accueil de tous les gens sensibilisés ou intéressés par la non-violence, des gens intéressés par toutes les formes de la désobéissance civile, des objecteurs ou futurs objecteurs et de toutes les personnes réfléchissant à des sujets parallèles. La Maison d'Information pour la Non-Violence vous accueille au 32 rue de St Malo au jours et heures suivants : mercredi de 15 à 18h ; jeudi de 18 à 20h ; samedi de 10 à 12h et de 15 à 17h.

37
OP 20. Le mercredi 7 novembre 79, une trentaine de non-violents se sont retrouvés vers 16h45 au niveau de l'avenue Grammont à Tours. Ils ont déployé une banderole au dessus de cette avenue : **Avec l'objection de conscience œuvrons pour la paix**. Huit personnes du groupe se sont installés dans les arbres avec deux autres banderoles : **Pour la paix prépare la paix et réglons les conflits sans les armes**. Pendant une heure et demie des tracts ont été distribués dans le calme et au milieu de discussions avec le public. Il existe dans notre société des individus qui refusent de s'associer à toute préparation de guerre, qui dénoncent la militarisation grandissante de notre monde et qui travaillent activement pour la paix. Dans cet esprit l'action de mercredi répondait à la répression qui s'abat actuellement sur les objecteurs de conscience. Pour un OP 20, en juillet 1979, J.M. Dollet, le conseil d'Etat a cassé la décision de la commission juridictionnelle. Tous les refus de CJ devraient être ainsi cassés. Or, dans notre bonne ville de Tours, il existe trois OP 20 inconnus J.M. Segrétain, C. Roll et G.N. Teinturier qui attendent leurs statuts. Leur apportent leur soutien à cette action et aux OP 20 : Le PS, la CFDT, l'Union Pacifiste de France, le Mouvement pour une Alternative Non-violente, l'Eglise réformée de France. Le comité de soutien aux OP 20, 28 rue Eupatoria, 37000 Tours.

QUEST
UN DISSIDENT. Jean-Luc Chesneau passe en procès le 23 novembre. Il est inculpé d'infraction au code du service national (insoumission au service civil). Le 2 mars 79 il était condamné à trois mois fermes par défaut (il a fait opposition). Pour lutter contre la militarisation croissante de la société, il est important de défendre Jean-Luc en envoyant des lettres de protestation et en demandant sa relaxe à M. Le président du tribunal de grande instance du Mans. Audience le 23 novembre à 14h. Venez nombreux. Pour tout renseignement supplémentaire, s'adresser à la librairie La Taupe.

Une quinzaine d'antimilitaristes sont intervenus avec une banderole ce dimanche 11 novembre à l'intérieur de la cathédrale du Mans, lors d'un office commémoratif en présence d'un beau parterre de militaires. Cette rapide intervention nous a permis de rappeler la continue collusion entre le sabre et le goupillon, les oriflammes et la calotte ; dirigeants politiques et ecclésiastiques multiplient les déclarations d'intention « favorables » au désarmement ; concrètement l'armée et l'église ont été de tous temps les piliers de sociétés d'ordre et de soumission...

L'UNION PACIFISTE, lors de son congrès qui s'est tenu à Nevers le 11 novembre :
- Réaffirme son engagement au pacifisme intégral, refusant tout recours à la guerre et à la violence face aux multiples conflits économiques, sociaux et politiques.
- Constate une fois de plus l'échec de la thèse illusoire du « désarmement général et simultané » prônée au cours des vaines conférences du désarmement.
- Dénonce également l'hypocrisie d'une année de l'enfance dans un monde qui accumule l'équivalent de 30 tonnes d'explosif (TNT) par habitant et affirme que sans désarmement il n'y a aucun avenir pour les enfants.
- S'engage à poursuivre inlassablement la campagne pour le désarme-

ment unilatéral encouragée par les pacifistes d'autres pays en particulier l'Italie et la Suède qui ont entrepris des actions similaires.
- Apporte son soutien à toutes les victimes de l'institution militaire, notamment aux objecteurs, insoumis déserteurs, paysans menacés d'expulsion. Elle s'insurge contre les multiples accidents souvent mortels dont sont victimes les appelés.
- Elle réclame à nouveau tout racisme, tout nationalisme et ne reconnaît que la Patrie humaine.
- Elle s'associe à la campagne pour l'abolition des tribunaux militaires. Union Pacifiste de France, 4 rue Lazare Hoche, 92 Boulogne.

SUISSE
LA POPULATION DE SUISSE romande est tenue parfaitement à l'écart des événements du Larzac, la presse de chez nous boycottant systématiquement ce sujet. Aussi le centre M.L. King désire-t-il organiser cet hiver une ou plusieurs conférences à ce sujet. Les gens de CNV sont trop pris par la construction de leur maison pour pouvoir envoyer ce qu'un, connaissez-vous des gens suffisamment compétents pour remplir ce rôle ? Ecrire Centre Martin Luther King, Béthusy 56, 1012 Lausanne, C.H.

important

Le 24 octobre 1979, plusieurs femmes africaines, afro-américaines, antillaises (du mouvement des femmes noires), françaises et italiennes se sont réunies à Paris pour fonder la C.A.M.S. (Commission pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles).

Dans les sociétés (néo-)colonisées ainsi que dans tout le Tiers-Monde, l'enrichissement quand il existe, se fait au détriment d'une classe et d'un sexe. Le sexe féminin, même quand il est objectivement « complice », se trouve manipulé et infériorisé par les hommes. Là où l'homme est au purgatoire, la femme est en enfer. Là où l'homme est au paradis, la femme est servante du paradis.

La prise de conscience des femmes du Tiers-Monde a rencontré celle des femmes d'Occident. Leurs luttes se sont obligatoirement retrouvées, puisque chacune poussé jusqu'au bout retrouve les autres.

Nous attendons que toutes nos sœurs se joignent à nous pour : abolir définitivement les mutilations sexuelles ; abolir les mutilations de la personnalité sociale, la polygamie, la maternité obligatoire, le port de vêtements de contrainte, la stérilisation forcée, l'analphabétisme.

Nous n'avons plus à attendre une révolution introduite et toujours menée par les hommes. Nous prenons en charge notre propre lutte sans devenir, comme toujours, la section féminine de la révolution des hommes, par les hommes.

Pour tout contact, écrire à la C.A.M.S., s/c C.I.D.F., 115 rue Caulaincourt, 75016 Paris.

A LA FIN DU MOIS le parlement doit examiner les projets de loi Stoléru et Bonnet réglementant les conditions de travail et de séjour des travailleurs immigrés. Le gouvernement est décidé à faire passer l'ensemble de ces projets, sans accepter le moindre amendement atténuant leur caractère raciste et discriminatoire (cf. l'attitude de Bonnet au Sénat). Il met d'ailleurs en œuvre tous les jours cette politique en envoyant par exemple systématiquement la police contre les résidents des foyers Sonacotra. Il pousse le cynisme jusqu'à organiser au moment même où il met en place ses lois racistes une semaine dite du « dialogue » français-immigrés. Les lois racistes, l'offensive contre les travailleurs immigrés posent un problème pour l'avenir non seulement aux militants anti-racistes mais à l'ensemble des forces qui veulent résister à la politique anti-ouvrière gouvernementale. Pourquoi ces lois aujourd'hui, comment les combattre, comment soutenir les foyers en lutte, comment lutter contre le racisme, ce sont les questions abordées à la réunion organisée par le CEDETIM, le 23 décembre à 20h30 à l'AGECA, 117 rue de Charonne, 75011 Paris, avec la participation de Libération Afrique, débats avec des résidents des foyers, présentation du film « La bataille d'Alger ». CEDETIM, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris.

La fraction du mouvement écologique que représente le RAT doit-elle se contenter d'être le lien de luttes (locales, nationales ou internationales) ou bien peut-elle aussi être le lieu privilégié d'une réflexion philosophico-politique ? Une rencontre sur ce thème est proposée pour le week end des 5 et 6 janvier au centre de rencontre des Circauds. Vous pouvez dès maintenant vous inscrire : Centre de Rencontre des Circauds, Oyé, 71610 St Julien de Civry. Tel : (85) 25 82 89 ou (85) 25 82 18 *isabelle*



Abonnement

Un an (52 n°) : 200 à 300F selon vos revenus.
Six mois (26 n°) : 100 à 150F selon vos revenus.
Trois mois (13 n°) : 50F
Tarifs «étrangers», sur demande.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de Saint Laurent en Briennais, 71 800 La Clayette.

Nom, prénom
Adresse
Ville
Code postal
souscris un abonnement de
mois et verse la somme de
F.

COURRIER

Les problèmes financiers ou autres de **La Gueule Ouverte** semblent ces dernières semaines jouer favorablement sur le contenu de l'hebdo. Serait-ce toujours dans les moments les plus difficiles que s'affirme la profondeur de la lutte ? C'est à mon avis se repaître de ses erreurs que de considérer la crise «écologique» actuelle comme une crise de la presse qui en parle ou qui en vit. Il y a autre chose, même si le manque de dimension concrète des idées soulevées en est la principale cause.

Je pense notamment à l'agriculture, sujet dont vous parlez peu, et qui est cependant à la pointe de nombreux rêves écologiques. Car à l'origine de nos actes, il y a l'estomac : quand il est vide, la foule peut descendre dans la rue. C'est la seule chose qu'elle n'accepte pas. Le problème de la faim est donc bien à la base de tout. En dehors de cette vérité, la terre agricole est trop souvent vue par les écologistes comme objet de jouissance (mythe de la verdure et du calme plat, béatitude à l'égard des territoires désolés de la moitié sud de la France...). Cette conception immatérielle de la terre a maintenant trouvé sa raison sociale, voire écologique, puisqu'on entend parler dans **La Gueule Ouverte** d'agriculture de «subsistance».

Je suis quelque peu amer de voir assimilée au courant écologique cette forme facile et touristique d'exploitation agricole. On n'est pas paysan quand on exploite la terre en utilisant des engrais chimiques. Mais est-on paysan et soucieux de son prochain quand on ne demande que le minimum à son propre «jardin», c'est-à-dire à soi-même sans penser aucunement à l'approvisionnement alimentaire du reste de l'humanité ?

Ce phénomène en expansion n'a d'ailleurs qu'un crédit limité auprès du public qui s'éclate quelque temps à la bougie multicolore où porte des vrais sabots made in siècle passé.

Entre l'agriculture industrielle et l'agriculture pseudo-autarcique de subsistance, le compromis reste à trouver, car peu de gens peuvent actuellement témoigner d'une agriculture écologique autre que marginale. Bien que la France ne manque pas d'innovateurs sérieux en la matière, l'agriculture écologique reste en-dehors des circuits économiques et des forces sociales. Pour toucher du mouton et de la chèvre, on se prostitue littéralement en refusant d'être payé, en jouant d'un bénévolat facile qui ne rapporte toujours qu'aux mêmes.

D'un côté les stages Barre, de l'autre les stages verts où l'on vend très cher la possibilité d'apprendre les gestes séculaires de la traite ou de la fabrication du fromage. Depuis des années les stagiaires agricoles se battent pour être reconnus et payés au moins au SMIC. Or nous voyons fleurir dans certains journaux des annonces dans lesquelles les employeurs vont jusqu'à faire payer les stagiaires pour accomplir leur travail.

Sortir de la marge n'est pas facile. Peut-être parce que

c'est une vie de complaisance pour beaucoup. Le terrain de lutte ne doit pas être uniquement celui de la réparation des ruines, il s'agit plutôt d'user au maximum du peu de facilités imparties aux jeunes agriculteurs désireux de changer les choses. Toute installation au-dessous de la S.M.I. (surface minimum d'installation) est vouée à la marginalité parce qu'en-dehors des possibilités économiques du pouvoir de décision.

Tout en usant de tolérance envers les différents modes d'exploitation agricole, il serait certainement possible de structurer les choses et les idées, de tenter de parvenir à une dimension politique et écologique de la nouvelle agriculture. L'isolement face au pouvoir serait alors peut-être moins pesant.

Philippe

Non, il ne faut que **La Gueule Ouverte** crève, il y a encore tant à dire et à faire, à dénouer et surtout à inventer. Quelques suggestions personnelles à cet effet :

éviter les articles de fond trop nombreux sur le nucléaire. Ça n'apporte plus grand chose au lecteur convaincu depuis belle lurette. Le plus important est de conserver une chronique des actions locales anti-nucléaires en cours. Par contre j'aimerais voir une plus grande place réservée aux expériences concrètes de vie alternative, la mise en pratique de conceptions différentes du rapport au travail, à l'éducation, à l'amour... et les problèmes que cela pose. Autre suggestion : j'apprécierais la parution régulière d'une rubrique au style «non, chef !» qui pourrait servir de guide pratique (!) de la désobéissance civile au quotidien.

Francis

Hier, au kiosque à journaux, je tombe sur un dessin de Fournier en couverture de la **GO**. Evidemment je l'ai acheté et j'ai retrouvé les articles fouguesux d'autrefois.

Vous avez raison, il est temps de lever le voile sur le problème de la drogue. Chez moi, à Meaux, l'an passé, un ami a écopé de six mois ferme pour usage de stup' (shit) à l'occasion d'une série d'arrestations faisant suite à l'overdose d'un copain. Aujourd'hui les overdoses succèdent aux casses de pharmacie dans l'indifférence générale.

Des «pushers» vendent une fortune le gramme d'héroïne coupé à 90% de lactose à de jeunes «junkies» de 17 à 22 ans, tandis que le shit ne circule pratiquement plus. C'est ainsi qu'une répression absurde a permis le développement d'une drogue dure au lieu de celui du cannabis.

Cette affaire ne serait probablement pas arrivée si une réelle information sur la drogue avait été faite. Hélas, les médias s'en gardent bien et la marijuana reste toujours

dans la tête des gens le tremplin vers les drogues dures...

Nous réclamons le droit au plaisir avec d'autant plus de force que le shit est moins dangereux que la plupart des drogues légales : tabac, café, alcool...

Guy

Je suis passionné par la musique et c'est bien là mon problème lorsque je lis les articles de Bernard Blanc. Incontestablement, nous n'avons pas les mêmes goûts. Que l'on parle de groupes rock dans la **GO** m'est égal. Mais que l'on ne parle que de rock m'ennuie. Je suis en effet persuadé que beaucoup de lecteurs sont comme moi quelque peu frustrés.

J'aimerais que la musique et la chanson soient abordées d'une façon plus variée. Pourquoi ne pas parler, par exemple, de musique sud-américaine (**Los Coyas, Inti Illimani ou Los Rupay**), de musique africaine (jepense en particulier à **Lamine Conte**, chanteur sénégalais magnifique), de musique occitane (j'ai découvert il y deux mois **Calvet** qui est originaire de Moissac).

J'ai apprécié l'interview de **Béranger**, mais il y a d'autres chanteurs ou chanteuses qui mériteraient que l'on parle d'eux (**Michèle Bernard, Michel Bulher, Henri Tachan**...). Si on parle pas d'eux dans **La Gueule Ouverte**, qui les fera connaître !

Gérard

Nous vendons **La Gueule Ouverte** sur les marchés, certains d'entre nous depuis plusieurs années (...). Or, depuis quinze jours, nous devenons à notre insu des propagandistes de la drogue, des complices du pouvoir capitaliste dont la seule façon d'empêcher la révolte et la prise de conscience est de faire oublier la réalité sociale grâce aux paradis artificiels, éphémères, destructifs et dangereux. C'est un aveu de défaite, de démobilité, que de s'engouffrer dans cette porte ouverte.

Fumez bien, fumez bien, les petits, pendant ce temps nous pouvons construire des centrales nucléaires, extrader Croissant, Piperno et Pace, réprimer, emprisonner, licencier, bafouer les droits les plus élémentaires et développer un type de société à l'inverse du bon sens. Aux Etats-Unis et au Canada (qui nous précèdent paraît-il d'une bonne dizaine d'années dans les aspirations), les enfants fument dès l'âge de dix ans. On pourra bientôt aller vendre **La Gueule Ouverte** à la sortie des écoles primaires ! L'ennui, c'est qu'on ne pose pas la question qu'est-ce qui peut les pousser à de tels agissements ? Oui, qu'est-ce, sinon le manque d'idéal, la peur de l'avenir dans ce capitalisme sauvage, dégénéré, inhumain ? (...)

Bien sûr, il n'est pas question de confondre dépénalisation et vente libre des drogues douces. Si nous pensons que le premier aspect doit être accepté et que la **GO** peut devenir l'un des maillons de la sensibilisation, nous soutenons qu'au contraire, il est important de dénoncer la consommation de toute drogue. (...)

Il ne s'agit pas de condamner ou de culpabiliser les fumeurs occasionnels, ceux pour qui la fumette passagère n'est pas la seule source de plaisir (laissons-leur la liberté de vivre selon leurs désirs), mais plutôt d'aider ceux qui se réfugient totalement dans cet univers ombragé qu'ils considèrent comme le seul endroit où ils pourront éprouver du plaisir. Un journal écologiste se doit de promouvoir une autre façon de penser, de vivre, de sortir des sentiers battus, de toutes les formes d'aliénation, et de proposer des moyens de lutte pour transformer radicalement les structures et les relations humaines qu'elles déterminent. (...)

D'ailleurs, Jean-Luc Benahmias (**GO** n°285) ne se trompe pas d'adversaire : «**Le faux problème des jeunes adolescents qui fument cache celui, bien plus réel, d'une société sans avenir, bureaucratique, nucléarisée, dont on se demande bien comment des gens sensés oseraient y entrer par la grande porte**». Juste. Mais à l'heure actuelle, le tabac et l'alcool tuent beaucoup plus que la radioactivité émise par les centrales existantes. On ne peut être cohérent qu'en luttant contre les uns et les autres. Affirmer qu'une cigarette de hasch n'est pas plus dangereuse qu'une cigarette normale est exact, mais il vaudrait mieux dire qu'une cigarette de hasch est aussi dangereuse qu'une cigarette normale.

Jacques Exbalin
Président des AT
du Val d'Yerre

u
e
n
e
f
e
m
e
d'
a
u
a
b
e
e
s



Ce qu'elles font, les femmes de province ! Ici on prépare une manif Et si les copines de Paris venaient un peu soutenir les copines de province ? Vous

croyez pas que ça changerait un peu ? On en a marre de grimper à Paris, de s'y retrouver des milliers, et d'être si peu dans nos petites rues. on fera passer une information

sur nos actions dans quelques temps. Notre rêve ? Être nombreuses, nombreuses... dans la rue. Mais tu peux pas savoir comme c'est dur.

Changement d'adresse

ON ÉTAIT UN BANDE DE JOYEUX COPAINS QUI allions faire, à la campagne, un canard écolo. On voulait vivre en cohérence, on voulait vivre tout court. C'était l'été 77, La Gueule Ouverte et Combat Non Violent venaient de fusionner.

On s'y est mis avec honnêteté et enthousiasme. Tous. On s'y est mis et on s'est cassé la gueule. C'est dur à dire, mais c'est ainsi.

Pourquoi ? Bien malin celui ou celle qui - aujourd'hui encore - pourrait le dire de façon définitive. Constatons simplement que de très nombreux groupes, comme le nôtre, sont nés, ont eu à affronter les mêmes problèmes que ceux que nous avons rencontrés, sont morts.

Nous avons fait l'expérience que la seule bonne volonté n'était pas toujours suffisante et qu'il est des phénomènes individuels et collectifs sur lesquels nous avons encore à réfléchir et à expérimenter.

Mais alors, direz-vous avec cet à-propos qui vous caractérise, pourquoi ne pas avoir tenu les lecteurs au courant de ce qui se passait ? Pourquoi nous avoir caché une crise aussi profonde ? Tout simplement parce que la moindre tentative d'élucidation aurait provoqué, à l'intérieur du groupe, des tensions telles qu'il eût été impossible de préserver le minimum : l'existence du canard.

Aujourd'hui, ce qui reste de l'ancienne équipe de la Gueule Ouverte a décidé, par la force des choses, de regagner Paris (1). A cela deux raisons.

La première est que dans l'isolement de La Clayette, nous avons eu souvent la sensation de tourner en rond. Une petite équipe ne peut à la fois fabriquer un hebdo et courir après l'information, il eût fallu que cette dernière nous parvienne régulièrement. Or, il est clair qu'elle préfère se diriger vers la capitale que vers une petite bourgade du Brionnais.

La seconde raison à ce retour vers Paris tient au fait que les copains et copines qui ont accepté d'investir une partie de leur temps dans la GO sont tous à Paris. Nous avons dû, faute de temps, parer au plus pressé, et il ne nous a pas été possible de faire un tour de France, qui aurait sûrement été utile.

Bien évidemment, en revenant dans la capitale, l'hebdo prend des risques. Nous en avons tous conscience. Mais être à Paris signifie-t-il forcément tomber dans le parisianisme ? Ce sera à vous de nous le dire...

Et puis, rassurez-vous, une bonne partie des collaborateurs se trouve toujours en province !

JLS

(1) Notre nouvelle adresse : 163 rue du Chevaleret, 75 013 Paris. Pour le téléphone, on verra dans quelques jours.

Pour commencer, une nouvelle qui réjouira tous mes potes antinucléaires : je vous ai déjà causé de cette grande première musicale, le **Muse**, Union des Musiciens Pour l'Énergie Naturelle qui a organisé, en septembre, au Madison Square Garden de New York (un endroit bien sympathique où je vais souvent prendre mon petit déjeuner), plusieurs concerts contre les neutrons fous. Il y avait là Jackson Browne, James Taylor, Ry Cooder, Peter Tosh, Tom Petty and The Heartbreakers et des tas d'autres vedettes, les Jane Fonda du rock, en quelque sorte.

Tenez-vous bien, cet événement historique a été enregistré et va sortir chez Elektra (dist. WEA) aux environs de Noël. L'album livre sera accompagné de photos (pour votre salle de bain), de déclarations anti-nucléaires virulentes et de conseils pour mieux se brancher sur le soleil. Bien sûr, il faudra se jeter sur ce disque et en faire votre principal cadeau de Noël à tous vos amis RPR amateurs de rock.

En attendant cette parution qui a une dimension politique évidente, vous vous rabattez sur le nouvel album des Strangers, **The Raven** (U.A. Sonopress 2S 068 82740, dist. Pathé Marconi) où le nucléaire montre aussi le bout de son atome (**Nuclear Device**). Tout le disque est d'ailleurs très branché sur l'actualité, avec cette chanson sur Khomeiny, par exemple, où le groupe s'en prend avec humour à la pseudo-libération de l'Iran par ce Grand Mystique qui interdit la pop musicale aussi dangereuse que l'opium. C'est vrai, regardez, je ne tiens plus debout !

Cette volonté d'intervention sur le réel donne sa cohérence à la musique des Strangers : leur violence, c'est la violence du monde, où l'on évacue en claquant des doigts 250 000 personnes quand un train déraile. Elle explique aussi la dureté du ton et l'atmosphère malsaine qui se dégage de leur œuvre. S'ils ont de l'humour, ils ne sont jamais gais : c'est peut-être pour cela qu'ils ont eu plein d'ennuis en Australie, pendant leur dernière tournée, où la police est montée sur scène en plein concert et, plus tard, a quasiment pris leur hôtel d'assaut à coup de grenades lacrymogènes. Par-là, où ils passent, les Strangers laissent une odeur sulfureuse. C'est ce qui caractérise le mieux leur musique : une barbarie, une sauvagerie pure, qui sont aussi des images de marque calculées. Il y a dans tout ça, pourtant, une

elle agressivité que ça ne peut pas, quelque part, ne pas être sincère. **The Raven**, le corbeau, après les rats de **Ratus Norvegicus** (même éditeur) : voilà des emblèmes bien peu innocents, des symboles de subversion et de déliquescence. Chef ! Il faut enfermer ces dangereux maniaques !

En France aussi la maladie se porte bien. La preuve : des petits jeunes viennent d'accoucher d'un drôle de disque, à rendre nerveux un habitué du Valium 10. C'est Coma, avec **Clinik organik musak anatomik** (Flamingo 67312, dist. Carrère) dont le titre suggère bien l'univers froid et robotisé. Un des premiers exemples français de cette musique de SF, le **novo-rock** qui déferle sur notre pauvre monde. Mais à la différence de certains autres, Coma n'essaie pas de nous convaincre que l'univers technologique est magnifique. On sort, au contraire, de leur album, glacé comme un macchabée. C'est que les textes ne sont pas joyeux : il y a des enfants **morts-nés, des cranes de gomme, des poumons d'acier...** C'est l'univers effrayant de la SF moderne, surtout celle de Ballard (vous avez lu **Crash**, au Livre de Poche ?), une SF brutale en guise d'avertissement. Etchez Coma, on trafique tout : les sons, comme les gènes.

Vous avez compris, cette semaine, je suis un peu pessimiste. Il y a longtemps, le Velvet Underground m'avait fait le même effet. Et aujourd'hui, c'est pire parce que je vieillis et que j'approche de ce **coma** qu'ils ne se lassent pas de décrire, les masos.

Bernard Blanc

PS.: Que tout ceci ne vous empêche quand même pas d'aller déguster quelques décibels. Ne ratez surtout pas, le 22 à 20h30 et 23h, les deux concerts des B'52 au Palace (mais gardez un peu de sous pour leur disque **Play Loud** chez Island, dist. Phonogram) Et Klaus Schulze, ce soir, à Epinal. Robert Palmer, le 26, au Théâtre des Champs-Élysées. Atoll, le 24, à Bar-Le-Duc (leur nouveau disque Puzzle, chez Eurodisc, dist. WEA, mérite un détour). Et Mama Béa ce soir à Amiens, le 24 au Blanc Mesnil, le 25 à Boulogne le 26 à Villeneuve d'Ascq, le 27 à Reims. Nino Ferrer, ce soir, à Clermont-Ferrand. Les provinciaux sont des veinards

Lettre ouverte à un haut fonctionnaire privé de conscience



Cher Monsieur Boiteux,

Il y a deux ans et demi, je vous écrivais ici-même une première lettre ouverte. Vous me répondîtes un peu après le ballet mortuaire de Malville en me demandant de garder votre lettre fermée, ce que j'ai fait. Sur l'essentiel vous y manifestiez votre confiance en fer forgé - je n'ose dire en inconel - envers le programme nucléaire, tout en disant vos craintes de la dissémination atomique par le biais de l'économie du plutonium.

Depuis cet envoi de gracieusetés, les temps ont changé. Le monde entier remet sérieusement en question la fiabilité du nucléaire civil, notamment en Autriche, en Suède, en Suisse, en Allemagne. Aux Etats-Unis, l'accident d'Harrisburg débouche sur un moratoire et les candidats à la Maison Blanche, Kennedy et Brown se déclarent quasiment anti-nucléaires. Les ferez-vous bombarder de grenades offensives comme à Malville ?

Dans tous ces pays qui passent pour être des modèles très évolués de démocratie, les référendums et les discussions publiques (hearings) se succèdent. Mais chez nous, en France, EDF continue à faire taper à vue sur tout ce qui bouge. « Des hommes au service des cognes ». Les parodies d'enquêtes publiques se succèdent dans les mairies-roulottes gardées par les bouledogues, la « justice » se renie chaque jour pour donner rétro-activement raison à ceux (EDF) qui violent la loi et vous vous essuyez les pieds, M. Boiteux, sur les vœux et les décisions des élus locaux qui vous disent « non ».

Cette morgue qui vous tient lieu de conscience n'est même pas affectée par le déficit inter-galactique d'EDF, dont l'Etat lui-même s'inquiète. Déficit facile à comprendre et que nous avons prévu : le nucléaire est un tonneau sans fond. Les impasses technologiques, économiques et écologiques aboutissent à cette fameuse « affaire des fissures » qui vous laisse froid, bien sûr, rien ne vous émeut, mais qui va, dans six ans, si tout va bien d'ici là, vous obliger à décharger les réacteurs pour « réparer ». En 1985, la France entière sera dans une « grande panne » de courant. Devrait être.

Mais ces réacteurs fissurés, les arrêterez-

vous ? Bonne question, et je vous remercie de me laisser la poser. Nous en arrivons là à la raison de cette lettre ouverte. Il est bien clair que dans la démocratie telle que vous la concevez, c'est vous qui avez raison et les autres qui ont tort. EDF, prestataire de services lumineux, éclaire la France et c'est tout. Elle obéit à l'Etat. EDF en arrive à se faire une idée totalitaire de sa mission qui exclut la honte d'une pénurie de courant. Vous avez balayé les minces garde-fous démocratiques que constituaient les contestataires. Le tout-nucléaire (votre slogan des années 70, souvenez-vous), a rendu littéralement incontrôlable EDF, sorte de machine aveugle qui s'enfoncé chaque jour davantage dans ses contradictions, jusqu'à mettre en charge des cuves fissurées en ignorant à la fois l'évolution réelle des malfaçons et le moyen d'y remédier. Vous parlez de science ! Vous n'avez que des « probabilités ».

Passons sur le matériel. Je suis de ceux qui pensent que le vrai risque est ailleurs : dans la tête de ceux qui règnent SANS CONTRÔLE sur ce matériel (ne parlons pas des services officiels, mines ou sûreté nucléaire, totalement à votre botte). Je sors d'une réunion fermée sans presse ni public, au conseil général de la Drôme. Ce pastiche de démocratie est effrayant. On y parlait des fissures de Tricastin. D'un côté « vos » fonctionnaires d'EDF, du CEA, des Mines, à la dévotion d'un nommé Bonnet, de Framatome, sorte de truand en veston. Ils étaient assis côte-à-côte, ricanant, rouges, se tortillant d'un air gêné sous les questions des élus et des écologistes. Ils essayaient de faire le coup du mépris. Ils évoquaient ces gamins pris en faute qui jouent aux esprits forts.

Ainsi, voilà les « moines-soldats » dont parlait E. Teller, ces hautes consciences irréprochables qui tiendront dans leur tête le sort des millions de riverains des centrales ? J'ai eu peur, M. Boiteux ! Vos grandes consciences sont des êtres peu sûrs d'eux, préférant le dédain à la discussion. Oh, ce sont sans doute d'excellents techniciens. Mais ces hommes sont de ceux qui se sentent omnipotents, couverts par la raison d'Etat, fermés au doute scientifique, à l'abri de l'erreur. Bien entendu, je ne peux apporter aucune preuve : ce sont des sensations. J'ai peur cependant que confron-

tés à des situations exceptionnelles, ces hommes ne soient pas capables de trouver en eux « l'intime conviction » qui les met à la hauteur de l'évènement, à l'encontre des impératifs de production, si nécessaire. (1).

En face de ces « machos » de la technique : des élus en plein brouillard, à la candeur sidérante, qui avouaient tous leur impuissance à contrôler la situation. Un écologiste leur dit : « attention, vous êtes responsables devant les générations à venir

tendre. Les fissures ont laissé Mouton perplexe. Sa croyance en la technique se lézarde. Il a fini par comprendre qu'il n'y comprenait rien et qu'on tordait les faits scientifiques dans le sens voulu. Ce maire à la Giono aurait parfaitement géré une commune de Pagnol. Le voilà à la tête de la première zone nucléaire du monde, sans le moindre pouvoir dans aucun domaine. C'est ça, la démocratie ?

Il est temps, Monsieur Boiteux, d'appeler



des décisions présentes ». Je regarde le chef d'exploitation de Tricastin : il rigole. La bonne blague ! Un conseiller général radical : « le nucléaire, ça ne m'a jamais intéressé ». Un conseiller socialiste : « je demande pour la réputation de nos vins qu'EDF change le nom de la centrale du Tricastin ». Là, EDF ne rigolait plus. Pourtant, ils auraient dû.

Pauvres élus dont le dévouement inlassable sert de caution à la mise à mort de la démocratie. Il ne peut y avoir démocratie qu'entre égaux. Et le savoir aujourd'hui remplace la fortune dans l'établissement des inégalités. Les nouveaux dominants sont les possesseurs d'un capital intellectuel qui n'est pas coté en bourse. Ces managers (soutenus, ô ironie, par le PC, au nom de la science), exploitent le pauvre peuple et renforcent son aliénation bien plus sûrement que les Cent Familles de jadis. On pouvait dans le temps croire à la démocratie du Palais Bourbon, quand l'Assemblée débattait du prix du lait ou de la fourniture d'arbalètes. Tous les députés pouvaient être à la hauteur du débat.

La dimension technique et scientifique a faussé le jeu. Députés, sénateurs et maires discutent dans le vide sur des dossiers préparés, imposés en commission par des experts et des technocrates, et auxquels ils ne comprennent rien. Il ne leur reste qu'à « faire confiance ». C'est la république des yeux fermés. Quitte ensuite à s'indigner et réclamer vertement des comptes - mais trop tard - en cas de Seveso, d'Harrisburg ou d'Ixtoc One.

Je ne vous donnerai qu'un exemple : le maire de Pierrelatte s'appelle Mouton. Eh oui ! EDF lui fournissait régulièrement sa ration de foin sélectionné en guise d'information et l'herbe de la patente lui paraissait

un chat par son nom. Nous avons ici-même légèrement anticipé en parlant de fascisme nucléaire dans les années 75, le mot fascisme désignant improprement le contraire de démocratie. Le mot fascisme vous gêne, si, ne niez pas, je le devine. Sommes-nous dans un pays fasciste ? Les traces de l'horreur rétro sont là, dans les rues où la police traque le bougnoule, assassine le Mesrine, court en vain après les flingueurs de Goldman. Mais c'est là l'écume des nuits. Le vrai - excusez le mot - fascisme apparaît feutré, douillet, parfois poli, dans les officines où le destin des gens se joue sans eux, à huis clos. Vous prenez, comme De Gaulle, les Français pour des veaux dont l'étable doit être chauffée. Mais attention ! On signale une épizootie de rage qui pourrait aller comme en Iran aux extrêmes opposés. Ce jour-là, comme à Cologne aujourd'hui, on ne jugera pas seulement les Chefs de Nuremberg, on jugera ceux qui leur ont obéi, qui ont précédé leurs désirs.

Non, ne parlez pas de menaces ! Les menaces sont celles qui pèsent sur la Vallée du Rhône. Si vous connaissez un dieu des fissures, mettez lui vite un cierge !

Et tout ça pourquoi ? Parce que vous êtes pressé ! Mais pressé d'aller où ? A la poursuite de vos courbes ? Vous savez où serait la sagesse et la conscience dans cette affaire ? Ce serait d'arrêter surtout les réacteurs fissurés, puis de poser la question aux gens. Je suis sûr que devant la menace d'une pénurie de courant, ils aimeraient mieux rajouter une couverture qu'un lin-céul plombé... Chiche !

arthur

(1) Ne parlons pas de leur « sang froid », alors qu'un gréviste de Tricastin a vu un chef lui foncer dessus en bagnole, tel un petit patron hargneux !

